



Signature du Contrat Local de Santé de Toulouse 2019-2022, porté par Laurent Lesgourgues, Conseiller Municipal délégué à la promotion et la prévention de la santé et l'éducation sanitaire (derrière le Maire de Toulouse)

De gauche à droite : Éric Fallet, Directeur du Centre Hospitalier Joseph Ducuing de Toulouse ; Valérie Pons-Prêtre, Secrétaire Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse ; Joëlle Servaud-Traniello, Directrice Générale de la CARSAT Midi-Pyrénées ; Michel Davila, Directeur Général de la CPAM Haute-Garonne ; Véronique Volto, Vice-Présidente de la Commission Permanente, chargée de l'Action Sociale – seniors, Conseil Départemental de Haute-Garonne ; Pierre Ricordeau, Directeur Général de l'ARS Occitanie ; Jean-Luc Moudenc, Maire de Toulouse et Président du CCAS de Toulouse ; Nathalie Guillot Juin, sous-préfète de Haute-Garonne ; Élisabeth Laporte, Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale de la Haute-Garonne ; Jean-Charles Piteau, Directeur Général de la CAF Haute-Garonne ; Josiane Quarin, Directrice de la Mutualité Française Occitanie ; Bruno Madelpuech, Directeur Général du Centre Hospitalier Gérard Marchant de Toulouse.

S O M M A I R E

ACTIVITÉS DU SCHS DE LA VILLE DE TOULOUSE		pages
I. les projets phare dans le cadre des partenariats		9
II. les missions régaliennes		12
A. gestion des défibrillateurs automatisés externes (DAE)		
B. hygiène de l'habitat et du milieu et hygiène alimentaire		
III. les missions de promotion de la santé, d'éducation pour la santé et de prévention		21
MOYENS MOBILISÉS		
I. les délibérations en Conseil municipal		42
II. les événements marquants du SCHS en 2019		43
AMÉLIORATION CONTINUE DU SERVICE PUBLIC		
I. gestion du courrier et des signalements		54
II. signalements « Allô Toulouse »		54
III. appui aux associations		56
PERSPECTIVES 2020		59
ANNEXES		60

Les élus ayant délégation



Olivier ARSAC

Adjoint au Maire en charge de la coordination des politiques de Prévention et Sécurité - Gestion des interventions des forces de police municipale - Fourrière des véhicules - Allo Toulouse - Lutte contre les nuisances sonores en ville

Maire de quartier 3.2



Jean-Jacques BOLZAN

Adjoint au Maire en charge de la Police Administrative, Coordination des politiques commerciale et artisanale, Enseignes, Taxis, Droits de voirie, Commission départementale d'aménagement commercial, Direction de publication du bimestriel «Place du commerce», Commerces ambulants, Marchés Fêtes foraine, Droits de place, Hygiène, Autorisation de déversement dans les réseaux.



Florie LACROIX

Conseillère Municipale déléguée à la prévention médico-éducative chez les jeunes



Laurent LESGOURGUES

Conseiller Municipal délégué à la promotion et la prévention de la santé et l'éducation sanitaire

Engagement collectif le 16 décembre 2019...

La Mairie de Toulouse, l'Agence Régionale de Santé Occitanie et 11 partenaires institutionnels s'engagent pour lutter conjointement contre les inégalités territoriales et sociales de santé à Toulouse grâce au nouveau Contrat local de santé (CLS) de Toulouse 2019-2022



FOCUS 2019

Vaccination, nutrition, consommation d'alcool, tabac, cannabis et autres drogues, santé au travail, santé mentale ou encore perturbateurs endocriniens... Voici un aperçu des questions abordées dans le **Contrat local de santé (CLS) 2019-2022**. Initié par la Mairie de Toulouse et l'Agence régionale de santé (ARS) Occitanie, il a été adopté par le Conseil municipal et approuvé par le Conseil Territorial de Santé de l'ARS Occitanie le 18 octobre 2019.

Dans une démarche partenariale et transversale inédite, lundi 16 décembre 2019, salle des Illustres au Capitole, Jean-Luc MOUDENC, Maire de Toulouse, Président de Toulouse Métropole et Président du CCAS (Centre Communal d'Action Sociale), ainsi que Pierre RICORDEAU, Directeur Général de l'ARS Occitanie, ont signé le **CLS 2019/2022 de Toulouse**, en présence de Laurent LESGOURGUES, Conseiller municipal délégué en charge du Plan Local de Santé, avec les partenaires associés à ce contrat : la Préfecture de la Haute-Garonne, le Conseil départemental de la Haute-Garonne, la Direction académique des services de l'Éducation nationale (DASEN), la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne (CPAM), la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne (CAF), la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat), la Mutualité Française, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Toulouse, le Centre Hospitalier Gérard Marchant et le Centre Hospitalier Joseph Ducuing.

Ce CLS est un outil porté conjointement par un ensemble de partenaires institutionnels, destiné à réduire les inégalités territoriales et sociales de santé. Il est l'expression des dynamiques locales partagées entre acteurs sur le terrain pour mettre en œuvre des actions, au plus près des habitants et pour proposer des parcours de santé plus cohérents et adaptés à l'échelle locale.

Il s'intègre à la fois dans le cadre de la stratégie nationale de santé, de projets régionaux et de dispositifs locaux. Il s'appuie sur les partenaires engagés, ainsi que sur des dynamiques participatives citoyennes.



I. Les 2 projets phare dans le cadre des partenariats

1) Le Contrat Local de Santé

La phase d'enquête menée en interne par la coordinatrice du Contrat local de santé (CLS) auprès des directions des deux collectivités (Mairie de Toulouse et Toulouse Métropole) pendant le premier trimestre 2019 a démontré que la politique de santé soutenue par la Mairie de Toulouse dépasse largement le cadre d'action du Service Communal d'Hygiène et de Santé.

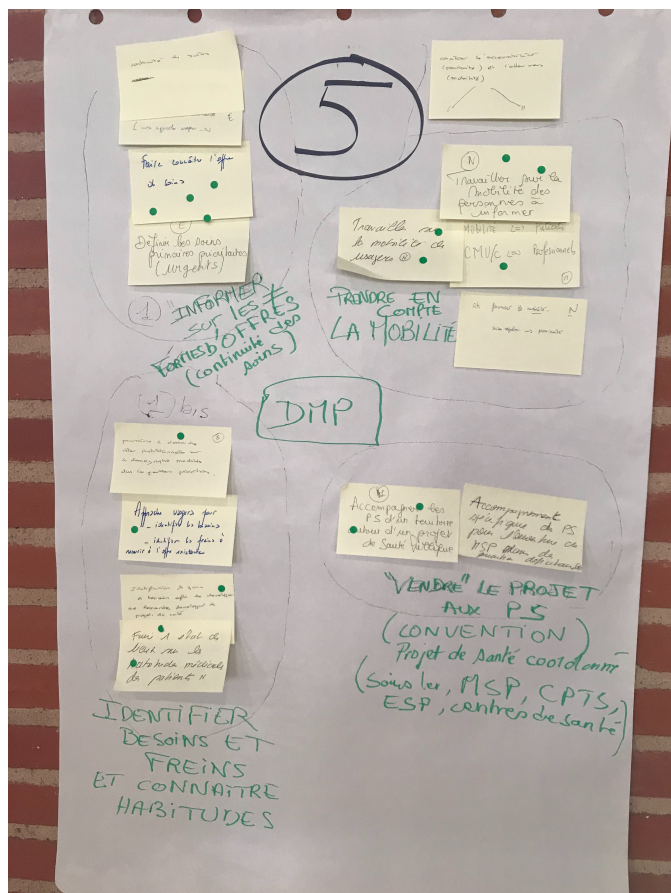
Forte de sa dimension transversale, la santé est précisément un des axes des grands projets éducatifs (Projet Éducatif De Territoire), de lutte contre la précarité (stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté), d'accompagnement des populations vulnérables (Contrat de Ville), de préservation de l'environnement (Plan Climat Énergie Territoriale) ou encore de planification urbaine (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat).

De nouvelles actions de divers types (actions de sensibilisation ponctuelles, évènementiel, formation, projets avec ancrage territorial, projets thématiques) ont été recensées, portées parfois par des acteurs diversifiés (associations, fédérations, collectivité..).

Il a résulté de la phase d'enquête, quelques tendances sur lesquelles le CLS a pu se positionner pour rechercher l'efficacité :

- **La coordination thématique** qui a mis en lumière que le CLS de Toulouse n'est pas contraint par un déficit d'actions et de projets, mais plutôt par un déficit de «vision stratégique » qui passe par une planification pluriannuelle de projets échelonnés (avec étapes de progression) et par l'articulation des porteurs de projets
- **L'animation territoriale** qui s'appuie déjà sur celle menée dans le cadre du Contrat de Ville et des ASV. Le CLS devient alors une opportunité d'étendre cette culture à l'ensemble de son territoire, en s'appuyant notamment sur les territoires de démocratie locale
- **La participation des citoyens** : via les conseils citoyens, mais aussi les conseils des jeunes, le Conseil municipal des jeunes ou d'autres instances participatives
- **Un CLS pro actif** qui favorise l'expérimentation et l'adaptation de la réponse au contexte : allouer/mutualiser des moyens humains, matériels, financiers au profit du CLS et accepter son immersion jusque dans les quartiers, en s'appuyant sur des lieux dédiés.





- **L'évaluation** qui reste le point de vigilance dans quasiment tous les entretiens, associée à la question de sa définition, du renseignement et de l'étude d'indicateurs d'Inégalités Sociales et Territoriales de Santé pour qu'elle devienne un automatisme pour les porteurs et gestionnaires de projets.

En parallèle, les équipes techniques du SCHS et de la délégation départementale de l'ARS ont rencontré de manière individuelle entre décembre 2018 et mars 2019, l'ensemble des signataires pressentis pour élaborer les contours des points de convergence des actions respectives de chacun d'eux. Ce bilan a été suivi **d'ateliers de consultation du CLS le 10 mai 2019 en présence de tous les signataires pressentis**, organisés pour permettre de cibler de manière conjointe des projets ou actions prioritaires, sans perdre de vue que tout ce qui se fait en matière de santé publique ou santé environnementale par chacun d'eux n'avait pas vocation à figurer dans le CLS.

La méthode proposée au cours des ateliers a consisté à faire émerger des actions que le collectif des partenaires estimait pouvoir porter **ensemble et en partenariat, afin de potentialiser les énergies et donc les effets attendus auprès des Toulousains**, à travers quelques indicateurs mesurables à court terme. A la suite des travaux techniques de la matinée, la synthèse des ateliers a été présentée en réunion plénière aux élus et aux directeurs des institutions conviées.

Ainsi, le Maire de Toulouse et le Directeur général de l'ARS Occitanie, en conviant chaque institution de manière formelle à ces ateliers pour co-construire les grands thèmes et les axes à retenir, ont donné le tempo pour aboutir à la rédaction **du document cadre partagé dès septembre 2019**. Ils ont ensuite affirmé leur volonté d'officialiser la gouvernance du CLS à l'occasion de **sa signature le 16 décembre 2019**.

Pour la Mairie de Toulouse, le Conseil municipal a approuvé lors de sa séance du 18 octobre, le contenu du CLS pour 3 ans (2019-2022), ce qui correspond en terme de calendrier d'une part, à la prolongation de la durée du Contrat de Ville, et d'autre part, à la durée du schéma régional de l'ARS Occitanie.

2) Le Conseil Local de Santé mentale (CLSM) de Toulouse, partie prenante du Projet Territorial de Santé Mentale (PTSM) de la Haute-Garonne

La démarche d'élaboration du projet territorial de santé mentale (PTSM) de la Haute-Garonne s'appuie sur une méthodologie de projet partagé entre tous les acteurs du territoire, réaliste et progressif en réponse aux enjeux de santé mentale identifiés, selon l'instruction ministérielle du 5 juin 2018.



**MAIRIE DE
TOULOUSE**
www.toulouse.fr

Le **CLSM de Toulouse** a donc pu être largement associé tout au long de l'année 2019, aux travaux de diagnostic territorial. Le SCHS a ainsi pu participer à la « Commission santé mentale élargie » mise en place par la délégation départementale 31 de l'ARS Occitanie pour synthétiser les contributions des membres du CLSM en septembre et en tant que co-pilote de la priorité 2 du PTSM 31 **lors du séminaire sous le format**

« world café » le 5 novembre 2019.

Le CLSM de Toulouse, sur la base de ses propres groupes de travail, a essentiellement contribué à faire des propositions sur les priorités 2, 4 et 5.

- Priorité 2 : Parcours de santé et de vie de qualité sans rupture, notamment pour les personnes présentant des troubles psychiques graves et s'inscrivant dans la durée, en situation ou à risque de handicap psychique, en vue de leur rétablissement et de leur insertion sociale.
- Priorité 4 : Prévention et prise en charge des situations de crise et d'urgence
- Priorité 5 : Respect et promotion des droits des personnes présentant des troubles psychiques, renforcement de leur pouvoir de décider et d'agir et lutte contre la stigmatisation des troubles psychiques.

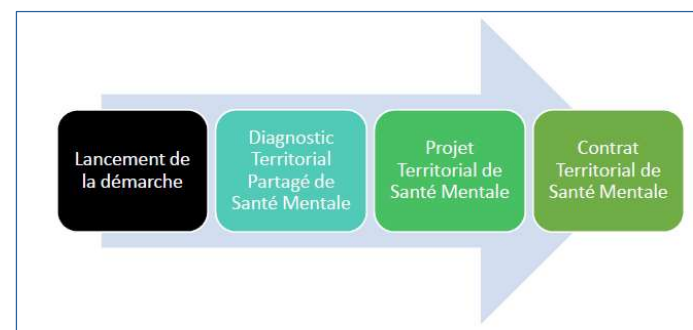
Les objectifs du projet territorial :

- favoriser la prise en charge sanitaire et l'accompagnement social ou médico-social de la personne dans son milieu de vie ordinaire, en particulier par le développement de modalités d'organisation ambulatoires dans les champs sanitaire, social et médico-social
- permettre la structuration et la coordination de l'offre de prise en charge sanitaire et d'accompagnement social et médico-social
- déterminer le cadre de la coordination de second niveau et la décliner dans l'organisation des parcours de proximité, qui s'appuient notamment sur la mission de psychiatrie de secteur.



Les étapes relatives au PTSM

- Diagnostic validé en CTS le 10 décembre et transmis au DG ARS le 19 décembre 2019
- Arrêté attendu pour février 2020



II. Les missions régaliennes

A. Les défibrillateurs automatisés externes (DAE)



Dans le cadre de la lutte contre la mort subite par arrêt cardiaque, le ministère chargé de la santé a engagé, depuis 2007, des actions en faveur du développement de l'implantation des DAE sur l'ensemble du territoire et de leur utilisation par la population générale. **Le DAE est un dispositif médical (DM)** de classe II b, soumis à ce titre à une **obligation de maintenance**, en vertu des articles L. 5212-1, R. 5212-25 et suivants du code de la santé publique.

Les Défibrillateurs Automatisés Externes (DAE) dans les Établissements Recevant du Public (ERP) :

La loi n°2018-527 du 28 juin 2018 relative au défibrillateur cardiaque précise l'obligation pour certaines catégories d'ERP de s'équiper en DAE.

Le **décret d'application n° 2018-1186 du 19/12/2018** fait ainsi obligation d'équiper aux échéances suivantes :

- les ERP de catégories **1 à 3**, au 1er janvier 2020
- les ERP de catégorie **4**, au 1er janvier 2021
- les ERP de catégorie **5**, au 1er janvier 2022.

La Mairie de Toulouse a équipé de **111 appareils** les principaux établissements municipaux recevant du public en complément des équipements déjà présents dans les piscines.

3 défibrillateurs (DAE) sont installés sur l'espace public, 4 dans les stations de métro, accessibles au grand public.

Comment utiliser un défibrillateur ?

- C'est simple et sans danger
- Il suffit de suivre les indications délivrées par l'appareil, grâce aux commandes vocales de l'appareil
- Des schémas figurent sur l'appareil et sur les électrodes pour faciliter leur utilisation.

Perspectives 2020 :

Priorité sera donnée à l'équipement des restaurants seniors.

En 2019 :

- **2 nouveaux sites équipés de DAE** (Maison de Quartier Amouroux et Site Monlong)
- **3 DAE** ont été déplacés de l'extérieur des sites vers l'intérieur (Victor Hugo, des Carmes et Saint Aubin)
- **1 DAE** déplacé du site Sébastopol à la Maison de la Famille à Borderouge
- **3 DAE** remplacés suite à des vols sur les sites Saint Michel, Léo Lagrange et espace social du Grand Ramier
- **1 DAE** remplacé sur le site du Capitole, salle des Illustres, suite à un DAE défectueux.



B. Santé-Environnement

Service Santé-Environnement du SCHS

Le Service Santé-Environnement du SCHS est composé de 24 agents répartis en 2 unités :

18 inspecteurs de salubrité, 5 personnels administratifs et 1 ingénieur chef de service

a) Unité hygiène urbaine :

16 inspecteurs de salubrité sectorisés (2 secteurs géographiques) instruisent les plaintes et réalisent des contrôles en application des pouvoirs de police sanitaire du maire dans les thématiques suivantes :

- **Habitat indigne**
- **Environnement (déchets, friches ...)**
- **Nuisances sonores**
- **Hygiène alimentaire**

b) Unité hygiène du milieu :

2 inspecteurs de salubrité exercent sur l'ensemble du territoire de la commune des missions transversales :

- Pilotage de la mise en œuvre de la **charte « Villes et Territoires sans Perturbateurs Endocriniens »**
- Mise en œuvre de la réglementation **Qualité de l'Air Intérieur (QAI)** sur les établissements recevant des enfants (écoles et crèches)
- Appui aux autres services métropolitains ou communaux sur des actions ponctuelles de **police sanitaire (pollutions environnementales...)**
- Gestion administrative et technique du marché des **Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI)**
- Gestion de la partie financière de l'élimination des **Déchets Toxiques en Quantité Dispersées (DTQD)** produits par les services municipaux et métropolitains.

a) Unité Hygiène Urbaine

1. Habitat indigne

Il s'agit d'une priorité d'action de la puissance publique, dont la définition a été proposée par la loi MOLLE (art 84) :
« Constituent un habitat indigne les locaux ou installations utilisés aux fins d'habitation et impropres par nature à cet usage, ainsi que les logements dont l'état ou celui du bâtiment dans lesquels ils sont situés, expose les occupants des risques manifestes pouvant porter atteinte à leur sécurité physique ou à leur santé. »

On peut schématiquement distinguer **2 types d'interventions** du service dans ce domaine :

- Les **manquements à la salubrité** qui relèvent du Règlement Sanitaire Départemental (RSD : arrêté préfectoral qui fixe les prescriptions minimales des logements mis en location) ;
- Les **cas d'insalubrité** qui relèvent du Code de la Santé publique et qui constituent des atteintes significatives à la santé des occupants.

Les infractions au Règlement Sanitaire Départemental (RSD)

1149 signalements en 2019

L'intervention des inspecteurs de salubrité fait suite à un signalement des occupants la plupart du temps mais également d'autres acteurs institutionnels (assistante sociale, SDIS...).

Sur les 1149 signalements réceptionnés, 189 provenaient d'Allo Toulouse.

1523 enquêtes à domicile

Ce chiffre comprend les enquêtes initiales mais également celles nécessaires au suivi du dossier (constat de carence ou de réalisation des travaux).

570 incitations

Afin d'assurer le contradictoire et avant de lancer une procédure administrative, un courrier est envoyé au propriétaire ou au gestionnaire du logement ou de l'immeuble afin de l'inciter à réaliser les travaux nécessaires à sa mise en conformité avec la réglementation.

184 des 570 incitations envoyées (soit 32%) ont permis la résolution du dossier.

300 mises en demeures municipales

Lorsque l'incitation n'a pas été suivie d'effet, une procédure administrative est engagée et une mise en demeure municipale est adressée au contrevenant pour non respect du règlement sanitaire départemental (RSD).

99 des 300 mises en demeures envoyées (soit 33%) ont permis la résolution du dossier.



17 procès verbaux de constat d'infraction

En cas de non respect par le propriétaire de la mise en demeure, un constat d'infraction est adressé à l'Officier du Ministère Public : **en 2019, 17 PV ont été ainsi transmis.**

Les infractions au Code de la Santé Publique (CSP)

Certains signalements révèlent des situations plus graves qui relèvent de procédures issues du Code de la Santé Publique (CSP) :

- une mise en danger immédiate des occupants (risque électrique, risque d'intoxication au CO...): **27 arrêtés préfectoraux d'urgence** (art L1311-4 du CSP) ont été proposés en 2019 à la signature du Préfet.
- des logements impropres par nature à l'habitation (caves, combles ...): **11 arrêtés d'interdiction à l'habitation** (art L.1331-22 du CSP).

Lorsque les propriétaires ne réalisent pas les travaux permettant la sortie d'insalubrité, ou les travaux d'urgence, le SCHS les fait réaliser d'office aux frais du propriétaire: ce sont ainsi **16 logements qui ont fait l'objet de travaux d'office** en 2019.



Une particularité des arrêtés d'urgence : le traitement des cas de Diogène :

Il s'agit de personnes atteintes d'un trouble du comportement conduisant à des conditions de vie négligées, voire insalubres. Ce syndrome est une forme extrême d'accumulation compulsive ou syllogomanie.

Une convention partenariale d'intervention existe depuis 2012 entre la Mairie de Toulouse, le Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse, le Centre Hospitalier Gérard Marchand et le Conseil Départemental de la Haute-Garonne pour la prise en charge de ces cas complexes.

15 arrêtés préfectoraux d'urgence (Art L.1311-4 du CSP) parmi les 27 pris en 2019 concernaient de telles situations.



2. Environnement

Dans cette thématique se retrouvent toutes les infractions au RSD ne relevant pas des autres catégories et principalement :

- les interventions sur les terrains laissés en friche par leur propriétaire (risque d'incendie et/ou de prolifération de nuisibles)
- la présence de déchets sur des terrains privés ou dans des copropriétés

En 2019, le service a été destinataire de **256 signalements**, qui ont entraîné **297 enquêtes**.

91 incitations ont été adressées aux mis en cause dont 29 ont été suivies d'effet (32%) suivies de **45 mises en demeure** dont 16 ont été suivies d'effet (soit 35,5%).

Pour cette thématique, **3 procès verbaux d'infraction** ont été transmis au procureur.



3. Nuisances sonores

Le service santé-environnement intervient principalement au titre de **2 réglementations distinctes** pour cette thématique :

- le Code de la Santé Publique pour les bruits provenant des activités professionnelles, sportives, culturelles ou de loisir, organisées de façon habituelle ou bruits d'activités (articles R. 1334-32 à R. 1334-35).
- Le Code de l'Environnement pour le bruit émis par les établissements diffusant à titre habituel de la musique amplifiée (articles R. 571-27 à R. 571-30).

Les bruits d'activités

178 signalements (dont **102 via Allô Toulouse**) ont été traités par le service concernant cette catégorie.

Ces signalements ont donné lieu à **96 enquêtes** sur site et **61 mesures sonométriques**.

À l'issue de ces interventions, **30 incitations** ont été envoyées aux mis en cause (9 ont été suivies d'effet, soit 30%).

Suite aux incitations, **19 mises en demeure** ont été produites dont 6 ont été suivies d'effet (32%).



Les établissements diffusant à titre habituel de la musique amplifiée

747 signalements ont été adressés au service (dont **695 via Allô Toulouse**), représentant **185 établissements musicaux**.

Suite à ces signalements, **179 enquêtes** ont été diligentées.

59 médiations ont été officialisées : rappel de la réglementation avant procédure administrative.

49 mesures sonométriques ont été réalisées chez des voisins de ces établissements déclarant subir des nuisances.

59 mises en demeure ont été notifiées aux exploitants de lieux musicaux, dont 20 ont été suivies d'effet (soit 34%).

Enfin, **8 procès-verbaux d'infraction** ont été adressés au Procureur de la République pour non respect de la mise en demeure.

Au cours de l'instruction de ces dossiers, ce sont 47 études d'impacts qui ont été étudiées par le service.



Comparé à 2018, les établissements nuisants sont moins nombreux, ce qui atteste une indéniable efficacité des interventions et de l'accompagnement du SCHS pour agir sur l'impact de la musique amplifiée sur la santé des Toulousains.

L'action du service dans le domaine du contrôle des établissements musicaux comporte également d'autres aspects :

Participation à la commission Vie Nocturne qui rassemble les services de la commune, de l'État et l'autorité judiciaire pour examiner les différents dossiers relatifs aux nuisances engendrées par les établissements de nuit toulousains ;

Avis sur les autorisations d'exploitation d'établissements musicaux (demandes initiales ou renouvellement) ;

Avis sur les demandes de transformation d'établissements (bar musical en discothèque par exemple) et sur les demandes d'ouverture tardives exceptionnelles

Avis technique sur les études d'impact acoustique pour les établissements faisant l'objet d'une plainte ou pour des événements exceptionnels (concerts) ;

Avis sur les demandes de dérogations horaires pour les chantiers.

4. Hygiène alimentaire

Le service assure l’instruction des plaintes des commerces faisant de la remise directe de produits alimentaires (boulangeries, poissonneries, restaurants, épiceries...).

Le service intervient également pour le contrôle des 3 **marchés couverts** et des **35 marchés de plein vent** de Toulouse, ainsi que pour les marchands ambulants lors d’évènements spécifiques.



Au titre de l’hygiène alimentaire, le SCHS a été destinataire de **105 signalements** en 2019 (dont 5 issus d’Allô Toulouse).

329 enquêtes ont été diligentées par le service, celles-ci ont concerné **207 établissements**.

1 incitation et 118 mises en demeure ont été adressées aux exploitants.

2 procès-verbaux d’infraction ont été adressés au Procureur de la République.

Enfin, **5 arrêtés municipaux de fermeture** (pour danger grave et imminent pour la santé des consommateurs) ont été notifiés.

Contrôles alimentaires effectués lors de manifestations :

- Rio Loco 2019 : 4 contrôles effectués
- Marchés de Noël 2019 : 7 contrôles effectués – 2 mises en demeure résolues

b) Unité Hygiène du milieu

1. Mise en œuvre de la réglementation relative à la Qualité de l'Air Intérieur (QAI)

Cette réglementation impose que tous les établissements recevant des enfants (écoles maternelles, élémentaires et crèches) réalisent un diagnostic des moyens d'aération et établissent un plan d'action.

Le SCHS coordonne l'action des différents services municipaux impliqués (direction de l'Education et de la petite enfance, Direction de l'Architecture ...). Un bilan d'étape complet a été réalisé en fin 2018 et est régulièrement actualisé depuis.

Au 31/12/2019, **133 établissements ont été diagnostiqués** (27 établissements Petite Enfance et 106 écoles primaires) **représentant 45 % des bâtiments à diagnostiquer** (295 établissements correspondant à 210 écoles, 77 Centres de Petite Enfance gérés par la mairie et 8 Centres de Petite Enfance gérés par le CCAS).



2. Mise en œuvre de la charte « Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens » :

Cette charte signée officiellement par M. le Maire le 8 mars 2019 engage la Mairie sur plusieurs points :

- 1/ Interdire l'usage des produits phytosanitaires et biocides
- 2/ Réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens dans l'alimentation
- 3/ Favoriser l'information de la population, des professionnels de santé, des personnels des collectivités territoriales ...
- 4/ Mettre en place des critères d'éco conditionnalité interdisant les perturbateurs endocriniens dans les contrats et les achats publics
- 5/ Informer tous les ans les citoyens sur l'avancement des engagements pris.

Mise en place d'un Comité technique (Cotech) réunissant 12 directions ayant un impact sur cette thématique (celui-ci s'est réuni à 2 reprises en 2019 et a produit un état des lieux des actions en cours ou projetées).

Le COPIL priorisera les actions dès 2020.



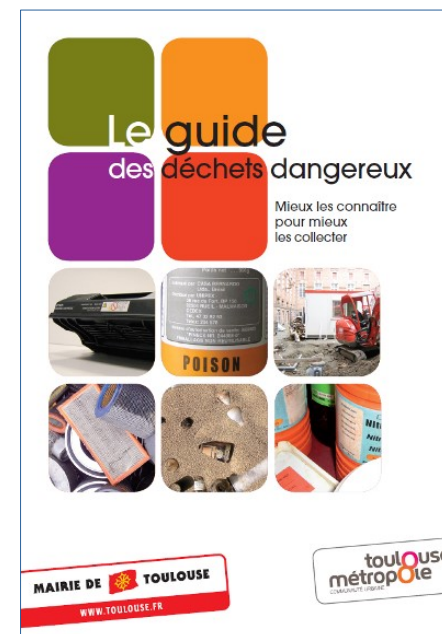
3. Gestion du marché des Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI)

Le service assure la gestion administrative et technique du marché public de collecte et d'élimination des DASRI générés par les associations partenaires, les récupérateurs de seringues et les sites producteurs de la Mairie de Toulouse (1,6 tonne collectées en 2019).



4. Gestion des Déchets Toxiques en Quantité Dispersée (DTQD) issus des bâtiments communaux

Depuis la reprise du suivi de ce marché par la DMT, le SCHS continue de gérer la partie financière de l'élimination des DTQD produits par les services de la Mairie de Toulouse



III. Les missions de Promotion de la santé, d'éducation pour la santé et de prévention

Actions transversales

Les actions transversales sont menées grâce à l'implication du SCHS dans l'ensemble des politiques publiques portant des actions de santé :

Réunions de travail en interne :

- Projet Éducatif de territoire (PEDT),
- Volet Santé et instances territoriales du Contrat de Ville (CDV),
- Contrat Local de Santé (CLS),
- Plan Égalité Femmes-Hommes,
- Semaines Seniors.

Réunions de travail en externe

- Participation au **DRAPPS**, Dispositif Régional d'Appui en Prévention et Promotion de la Santé,
- Participation au comité de pilotage **Moi(s) sans tabac**,
- **Plan climat** (PCAET).

Réseau français des Villes santé (RFVS) de l'OMS

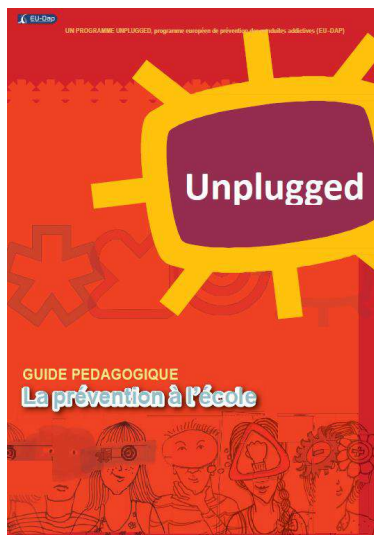
- Participation à la réunion du réseau « Grand Sud » à Aubagne (13) en mars 2019, sur le thème « **Santé et Habitat** »,
- Participation au Colloque des Villes Santé à Marseille en mai 2019, sur le thème « **Environnements intérieurs de qualité : les villes s'engagent pour la santé des habitant.e.s** » avec présentation d'un poster.



A. FAITS MARQUANTS 2019

1. Événements territoriaux

Quartier du Grand Mirail



MPARRI : Programme d'actions de prévention primaire, de réduction des risques et d'accompagnement des conduites addictives

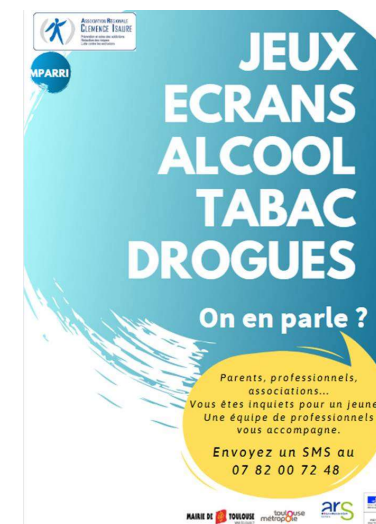
Dans le cadre du Contrat de ville (CDV) 2015-2022 et du Contrat Local de Santé (CLS) 2019-2022, accompagné par un comité technique de suivi composé des services de l'**Agence Régionale de Santé Occitanie, de la Préfecture de Haute-Garonne (CGET, MILDECA et FIPD), de la DASEN 31, de Toulouse Métropole (DAT-DCVRU) et de la Mairie de Toulouse**, l'association Clémence Isaure met en œuvre le programme de prévention et de réduction des risques, en direction des publics 8-25 ans, de leurs parents ou proches et des professionnels locaux (acteurs sociaux, intervenants jeunes, professionnels médico-sociaux, de santé).

En 2019, il s'est agi de rencontrer, sensibiliser et mobiliser les professionnels des quartiers concernés et des différents champs d'activités (**éducatif, social, prévention spécialisée, socioculturel, insertion, sports et loisirs**) au déploiement de ce vaste programme. Ce travail préalable a permis de définir les besoins, afin de construire les interventions de la future plateforme de médiation pour une culture commune sur la question des consommations et des addictions.

En matière de prévention primaire, sur l'année scolaire 2019-2020, l'association développe respectivement au sein de **4 écoles élémentaires** un programme de Méditation de Pleine Conscience et auprès de **3 collèges du Grand Mirail** le programme « **Unplugged** », soutenu par l'ARS et validé par Santé Publique France. Des interventions collectives auprès des personnels éducatifs et pédagogiques dans les collèges sont également proposées.

En matière d'intervention précoce, l'association a poursuivi un travail partenarial pour permettre une bonne intégration sur **les structures jeunesse et les maisons des solidarités des Consultations Jeunes Consommateurs (CJC)** et la mise en place d'une **permanence téléphonique** à destination de ces structures.

En matière de réduction des risques, suite à une problématique de présence de publics « injecteurs » et d'une présence importante de seringues usagées dans le Parc Monlong, une formation adaptée aux équipes d'entretien, un renforcement de l'équipement matériel approprié pour le ramassage des DASRI, un affichage de sensibilisation aux abords du parc et la mise à disposition de flyers à destination des publics « injecteurs » ont été proposées pour un déploiement en 2020.



Perspectives 2020 - Poursuivre ce programme inscrit dans le CLS 2019-2022 et le CDV 2015-2022, au-delà de juin 2020 (échéance de l'AP Addictions Grand Mirail).

Quartiers Nord Ciné Ma santé

Temps fort des quartiers Nord autour de la thématique de la nutrition, **Ciné Ma Santé** mobilise de nombreux partenaires (associations du territoire, habitants, Éducation Nationale et différentes directions municipales pour construire collectivement **un événement festif en 2 temps : journée et soirée dans le quartier des Mimines (27 septembre) et soirée aux jardins du Muséum (4 octobre)**. Activités pour les scolaires, les tous petits, le grand public et les familles sont proposées, parfois élaborées avec les habitants. Le temps fort a consisté en la production d'une troupe de théâtre



d'adolescents de l'accueil jeunes de Bourbaki et de parents, sur un scénario qu'ils ont eux-mêmes écrit et travaillé avec l'association École Citoyenne (spécialisé dans le théâtre forum).

En chiffres :

- **135 passages** sur la journée du 27 septembre (50 % d'enfants) + 2 classes (écoles Jules Ferry et Nougaro),
- **120 passages** à la soirée aux jardins du Muséum, environ 25 habitants impliqués (notamment dans la préparation d'un apéritif diététique).

Perspectives 2020

Repenser l'événement dans le cadre de l'élargissement de l'animation territoriale (au-delà des ASV actuels) et de l'ancienneté de ce projet (11 ans) et mobiliser de nouveaux partenaires et habitants.



2. Le CLSM, Conseil Local de Santé Mentale

Semaines d'information
sur la santé mentale

Semaines d'Information sur la Santé Mentale

Le groupe de travail du CLSM « Information et déstigmatisation » a élaboré la nouvelle édition des SISM sur la thématique « **Santé mentale à l'ère du numérique** », du 15 au 29 mars 2019. Les objectifs du groupe de travail pour cette année étaient :

- faciliter la création de réseau entre partenaires,
- co-construire les événements,
- améliorer l'accessibilité de la programmation.

La mobilisation indéfectible des participants d'une année sur l'autre et au fil des réunions de l'année (**29 structures impliquées, dont 6 institutions, 7 associations d'usagers et GEM, 5 centres médicaux et médico-sociaux et 28 participants à chacune**) prouve que chacun et chacune s'y retrouvent tant en terme de co-construction que de création de réseau (confirmé en déclaratif).



En chiffres :

13 événements variés ont été proposés au grand public (conférences, forum sur l'espace public, vernissage d'exposition, ciné débat, témoignage, émission de radio, rencontre littéraire), construits collectivement, ainsi que **14 portes ouvertes** de structures. On comptabilise entre **25 et 140 personnes par événement**.

Tous les événements étaient accessibles aux personnes à mobilité réduite, 2 étaient traduits en langue des signes française et un QR code était présent sur les programmes.

Budget : 7 278€ (financement ARS : 4 000€)

Des événements sur des lieux ayant leur propre public (Ombres Blanches, Médiathèque José Cabanis, bibliothèque d'Étude et du Patrimoine, cinéma American Cosmograph) ont permis de toucher un public différent et un partenariat avec **La Semaine du Cerveau** a permis de co-construire la conférence d'ouverture (correspondant à leur conférence de clôture).

Une journée phare sur le cyberharcèlement avec des interventions variées a permis de toucher scolaires, professionnels et grand public.

Enfin, la mise à disposition lors de chaque événement du **guide UNAFAM, véritable annuaire des ressources locales**, a été un réel succès et répond véritablement à une demande du public.

Perspectives 2020

*Limiter les conférences et tendre vers un programme moins chargé et plus varié
Imaginer des actions qui vont encore plus « vers » le public
Se greffer encore plus à des événements existants pour mieux toucher le grand public.*

BlaBlaPsy



Le groupe de travail « **Déstigmatisation** » a mis en place le **BlaBlaPsy** (anciennement baptisé PsyTruck). Il s'agit d'un **camion itinérant** avec à son bord psychiatres, internes, psychologues, usagers, professionnels, pour parler de la maladie psychique et participer à la déstigmatisation.

Deux sorties ont été réalisées pendant les Semaines d'information sur la santé mentale 2019 et **une sortie** dans le cadre des Rencontres Ville et handicap, en novembre 2019.

Perspectives 2020

*Mobiliser le soutien de la Direction de la Communication pour améliorer la scénographie du dispositif
Développer les actions vers les campus universitaires.*

Rencontre des médecins du travail et employeurs

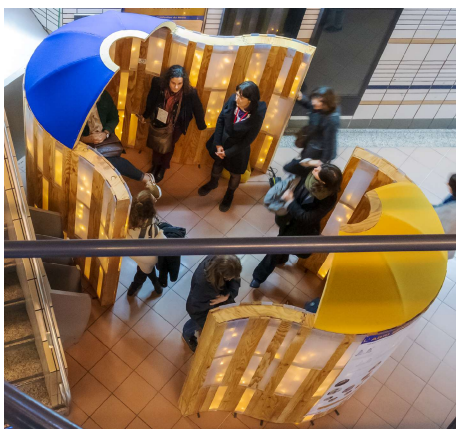
Le groupe de travail « **déstigmatisation** » a développé un axe « **information des employeurs et des médecins du travail** » afin de **favoriser le maintien dans l'emploi**.

L'année 2019 a été marquée par le démarrage d'une collaboration avec ASTIA, principal service de médecine du travail interprofessionnel de Haute Garonne (qui fusionnera en 2020 avec l'autre service de médecine du travail, SAMSI), en réelle demande d'informations.

Perspectives 2020

Programmer des rencontres avec les médecins du travail d'ASTIA, et des employeurs en 2020.

Rencontres « Ville et Handicap »



En 2019, le groupe de travail du CLSM « **Sport, culture loisirs** » a pour la 5ème fois participé aux **rencontres « Ville et handicap »** sur le thème « **Ensemble, tous citoyens** ».

4 structures d'usagers et de soins et 3 services municipaux ont collaboré à l'élaboration de 2 actions : la construction d'un **abri sensoriel** installé à la station de métro Marengo pendant la durée des Rencontres et une **animation de jeux en bois auprès du grand public au sein de la ludothèque géante**. Ces actions ont permis de valoriser les usagers de la psychiatrie par leur implication dans un projet de longue durée, sensibiliser le grand public et favoriser le partenariat entre les structures.

Perspectives 2020

- Poursuivre la participation du groupe aux 10èmes Rencontres « Ville et handicap 2020 »

- Expérimenter la mise en place de l'abri sensoriel sur l'espace public (réflexion en cours avec la Direction Infrastructures).

Expérimentation de séances de Psygolf



En partenariat avec la Direction de l'Animation Socioculturelle, **4 structures de soin** participant au **groupe de travail sport, culture, loisirs** ont accompagné les usagers et patients dans l'expérimentation du golf. Ce projet a pour objectif de proposer **une offre de réhabilitation psychosociale** et de permettre aux agents municipaux impliqués dans ce projet d'être sensibilisés et mobilisés auprès d'un public qu'ils connaissent peu.

Ainsi **22 séances** ont été mises en place : les retours sont très positifs, du côté des usagers comme celui des professionnels.

Perspectives 2020

- Poursuivre l'expérimentation du Psygolf
- Organiser une rencontre en juin 2020 entre les usagers de la psychiatrie et le grand public qui participe aux ateliers golf de la DASC afin de favoriser la mixité sociale et d'accompagner vers l'inclusion.

3. Moi(s) sans tabac

Campagne nationale initiée pour la première fois en 2016 par Santé Publique France, basée sur du marketing social, et relayée à l'échelle régionale par des « ambassadeurs » : ICM et IREPS pour l'Occitanie, organisateurs de Comités de pilotage.

Relais en externe :

- **110 affiches 60x80** sont installées dans les lieux d'accueil toulousains (piscines, mairies de quartier, MDC...)
- **Numéro dédié en novembre** de Toulouse Santé La Lettre
- **Fan Zone** : mise à disposition du square Charles de Gaulle toute la journée et mobilisation de Mme Lacroix pour une conférence de presse.



Relais en interne :

- Organisation d'un **mini village « Mois sans tabac »** le 18 octobre matin + pause méridienne sur le site de Valade avec le SoRH et l'ADP avec présence d'un tabacologue, diététicienne, la Ligue contre le cancer, éducateurs sportifs et de la documentation papier.

70 visiteurs, 8 entretiens avec la tabacologue et 12 avec la diététicienne, et 2 fumeurs qui ont arrêté !



Perspectives 2020

- Développer les actions en interne avec le relais des ADP.
- Développer d'autres actions de prévention sur différentes thématiques à destination des agents.

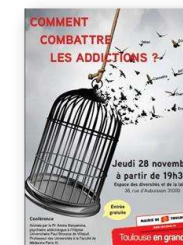
4. Campagne « Combattons les addictions »

Dans le cadre du plan gouvernemental de mobilisation contre les addictions 2018-2022 lancé par la MILDECA ayant pour thème « **Prévenir ensemble à l'échelle d'un territoire les comportements à risques des jeunes liés aux substances psychoactives** », la Mairie de Toulouse (instruction : SCHS) a obtenu un budget de 115 000€, sur deux ans (2019-2021) pour réaliser des opérations d'information, de sensibilisation et de prévention auprès des jeunes collégiens, lycéens, étudiants et autres entre 2019 et 2021.

Le 10 décembre 2019, Florie LACROIX, conseillère municipale déléguée à la prévention médico-éducative chez les jeunes et Nicolas PRISSE, président de la MILDECA, ont signé la **convention de partenariat**.

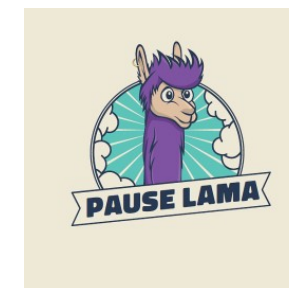


Combattons les addictions



Dans le cadre de cette convention, 3 projets ont été retenus dont 2 ont débuté en 2019 :

- **Le 1er est une campagne de communication « Combattons les addictions »** présente durant 3 semaines en novembre 2019 sur le réseau municipal d'affichage avec une déclinaison de ces affiches en cartes postales et leur diffusion dans les sites municipaux (maisons de la citoyenneté, mairies de quartiers, accueils jeunes, clubs de prévention...). Suivie le 28 novembre 2019 **d'une conférence grand public à l'espace Diversités et Laïcité « Comment combattre les addictions »** animée par le Pr Amine BENYAMINA, psychiatre addictologue, président de la Fédération Française d'Addictologie en **présence de 140 personnes**.
- **Le second projet retenu « Pause Lama »** est une expérimentation en centre ville auprès des 12-25 ans, démarré en octobre 2019. Des jeunes en service civique se rendent à l'aide d'un triporteur aux abords des établissements scolaires secondaires et universitaires du centre ville afin d'échanger sur la question du tabac avec les collégiens, lycéens, étudiants et tous les jeunes présents sur l'espace public. Entre octobre et décembre 2019, **17 actions ont été réalisées et 299 jeunes rencontrés**.



Perspectives 2020

- Développer le programme de prévention et de réduction des risques sur la rive droite de Toulouse (incluant les quartiers Nord, Est, Empalot et Sud Est).
- Reconduire l'action « Pause Lama » avec élargissement du dispositif sur du multi produits (tabac, alcool, cannabis).



5. Écrans et Petite Enfance

Avez-vous déjà parlé à votre enfant aujourd'hui ?



La Mairie de Toulouse et le CCAS s'engagent



Le groupe de travail, composé de chargées de projets du SCHS, médecins Petite Enfance, 2 directrices de structures Petite Enfance et 1 coordonnatrice CCAS, a poursuivi son travail d'élaboration d'une journée de formation des directrices des structures Petite Enfance : **élaboration d'un cahier des charges** pour un intervenant conférencier, **élaboration des ateliers d'échanges de pratiques et recherche d'outils à promouvoir**.

Quatre affiches sur l'usage des écrans et la petite enfance ont été réalisées, permettant la diffusion d'un message commun institutionnel cohérent et validé pour l'ensemble des structures et accueils Petite Enfance, Mairie et CCAS :

- « **Pour son épanouissement, pas d'écran avant 3 ans** » (en 2 visuels)
- « **Avez-vous déjà parlé à votre enfant aujourd'hui ?** » (en 2 visuels).

Perspectives 2020

- Mettre en place une journée de formation sur les écrans pour l'ensemble des directrices des structures Petite Enfance en janvier
- Élaborer un guide d'aide à l'action pour les structures petite enfance
- Organiser une semaine sans écran dans le cadre du printemps éducatif.

Pour son épanouissement, pas d'écran avant 3 ans



La Mairie de Toulouse et le CCAS s'engagent



B. ACTIVITÉS 2019

1. Action territoriale de santé du Contrat de ville (CDV)

L'action territoriale de santé dans le cadre du Contrat de ville 2015-2022, au travers de la coordination des Ateliers Santé Ville (ASV), s'appuie sur un réseau de professionnels des champs du social, de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse, de l'insertion, de la santé issus des secteurs associatif et institutionnel.

Elle s'inscrit autant que possible dans une démarche participative, permettant de construire les projets pour et par les habitants.

Les projets ainsi proposés visent à renforcer les compétences en matière de promotion de la santé, tant des professionnels que du public auxquels ils s'adressent. **Les actions dans les quartiers du CDV (Grand Mirail, Empalot, Nord, Est) se sont recentrées sur la poursuite du soutien financier d'associations en cohérence avec les axes stratégiques du Contrat Local de Santé.**

Reynerie, Bellefontaine, Mirail U

Le projet nutrition de l'ASV sur le grand Mirail

En 2019, la Mairie de Toulouse (SCHS) a poursuivi son soutien financier au collectif de diététiciennes Nutry-Boggy (rattaché à ACCOMIP-RePPOP), qui accompagne les différentes structures demandeuses (crèches, CLAE, associations de familles...).

Perspectives 2020

- Élargir l'accompagnement proposé par Nutry-Boggy, dans le champ de la nutrition, à d'autres acteurs du territoire ;
- Finaliser le document « Pratiques alimentaires : faire rimer plaisir et santé.

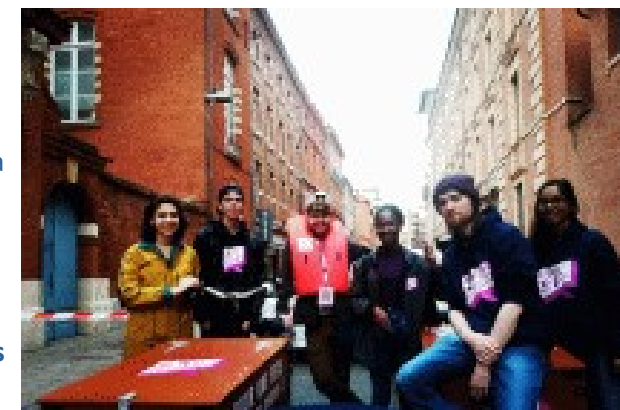
2. Prévention et réduction des risques

En partenariat avec l'ARS et la Préfecture (MILDECA), le plan de prévention et de réduction des risques s'est décliné avec le **dispositif Fêtons Plus Risquons Moins** :

- **145 soirées** assurées par plusieurs dispositifs intervenant lors des temps festifs sous une même charte graphique,
- 2 dispositifs de rue avec **27 soirées** effectuées sur la place Saint-Pierre et quartier Gabriel Péri **dont 9 expérimentations de deuxième partie de soirée en partenariat avec la protection civile, le SDIS et le SAMU** comprenant un volet prise en charge sanitaire jusqu'à 6h du matin,
- Poursuite de **l'expérimentation des consultations avancées** jeunes consommateurs sur l'espace festif,
- **55 déambulations en triporteur** tout le long de l'année sur tous les espaces festifs du centre ville et la mobilisation de jeunes en service civique dans une démarche de « pairs à pairs »,
- **36 soirées** lors de concerts et festivals tels que Rio Loco et Les Curiosités en partenariat avec le Bikini,
- Poursuite de l'expérimentation d'un dispositif en milieu LGBTQI (présence de **Fêtons plus Risquons moins** sur 16 soirées),
- **11 soirées** réalisées en milieux étudiants,
- un travail, effectué avec l'EPIDE (Établissement Pour l'Insertion Dans l'Emploi) en partenariat avec des jeunes issus des QPV comprenant une action phare sur le site même de l'établissement et la mobilisation d'un groupe de « préventeurs pairs ».

En chiffres :

- **20 183 personnes touchées par le dispositif dont 12462 ayant moins de 25 ans,**
- **25 352 préservatifs, 8 126 matériels de prévention « alcool », 11 846 bouchons pour les risques auditifs et 7 096 matériels de réduction des risques à l'usage d'autres produits distribués.**



Perspectives 2020

- Concernant le dispositif Fêtons plus Risquons moins, programmer 165 actions pour une meilleure couverture de l'espace festif et une expérimentation sur les fêtes locales des communes volontaires de Toulouse Métropole, Poursuivre la construction de projets avec les jeunes en service civique sur plusieurs dispositifs de prévention.

3. Nutrition

Réponse, suivi et évaluation de l'appel à projets « Collectivités actives PNNS » de l'ARS

Évaluation du projet déposé en 2018 : **12 projets, 11 associations**, 60 000€ demandés, **45 000€ octroyés**, dont **44 200€ pour les associations**.

Dépôt et suivi du projet pour 2019 (déposé aussi pour 2020 et 2021 à la demande de l'ARS mais sans suite) : **14 projets, 13 associations**, 60 000€ demandés, **56 000€ octroyés** dont **l'intégralité est reversée aux associations**.

Participation aux Parcours Éducatifs Scolaires et Périscolaires (PEPS) (Direction de l'Éducation)

Les PEPS intègrent un projet santé/nutrition pour lequel le SCHS fournit de la documentation et des supports aux CLAE participants.

Mise en place d'une formation « Repères nutritionnels chez les enfants »

En partenariat avec le Réseau de Prévention et de Prise en charge de l'Obésité Pédiatrique (RéPPOP) (prenant en charge la formation et mettant à disposition 4 professionnels de son équipe), cette formation a été ouverte aux associations partenaires (notamment financée dans le cadre de l'Appel à projets ARS), aux CLAEs inscrits dans le PEPS santé nutrition (cf. plus haut) et aux partenaires du PET. Un participant et une longue liste d'attente...

Projet « Bougez sur ordonnance »

Dans le cadre de ce projet piloté par la Direction des Sports (fiche action du Contrat Local de Santé), participation à la clarification du projet et à l'intégration des maisons de santé pluri-professionnelles de Reynerie et de Borderouge et le Centre de santé mutualiste Basso Cambo pour une phase expérimentale janvier 2020 – juin 2020 sur des « petits » territoires.

Documents ressource :

- [Panneau Boissons et sucre](#)

Fortement demandé, ce panneau a été recomposé pour plus de praticité et remis en fabrication.

- [Document repères alimentaires](#)

Phase de finalisation (texte, mise en page graphique) du projet de documents repères pour les structures recevant du public, sur la base des rencontres et constats des associations de diététiciennes œuvrant sur le territoire du Grand Mirail.

- [Brochure « Eau »](#)

Réalisée avec la Direction des Sports et la Direction Enfance et Loisirs dans le cadre d'une activité sport (natation) et proposée aux enfants des Centres de loisirs en avril 2019.



4. Santé Mentale

Le **Conseil Local de Santé Mentale** a poursuivi ses travaux et les projets engagés **sur 4 thématiques**, depuis la validation de ses axes de travail lors du comité de pilotage de février 2019.

Groupe Soutien aux professionnels hors champ sanitaire

La formation assurée par le Centre hospitalier Gérard Marchant, déployée par la Mairie de Toulouse et financée à hauteur de **4 000€ par l'ARS**, s'est poursuivie en 2019 avec la programmation de 4 sessions de 2 jours.

Cette formation interprofessionnelle, s'adresse tant à des agents de directions municipales et métropolitaines que de structures publiques. **59 professionnels** hors champ sanitaire issus de directions municipales ou de la Métropole, du CCAS, d'organismes de logement social, de la CPAM, de l'EPIDE et d'associations (notamment de quartiers en contrat de ville) ont pu en bénéficier. L'évaluation de cette formation, encadrée par une cadre de santé du CH Marchant, est toujours très positive avec une demande des participants de prolonger la formation sur des cas pratiques, des situations plus ciblées.

Groupe Déstigmatisation - information du grand public

Santé mentale et travail

Développement, avec ASTIA, structure de médecine interprofessionnelle, d'un partenariat pour travailler sur la maladie psychique et participer au **maintien dans l'emploi**. (cf. *Faits marquants ci-dessus*)

Groupe Logement

Mise en œuvre de la **convention Santé mentale-logement social**, avec en amont des réunions élargies du Groupe logement du CLSM, la présentation, par la commission technique composée des référentes sociales du CH Marchant, du CHU Purpan, de l'Établissement de Santé Mentale MGEN, des SAMSAH Route Nouvelle et Après, des dossiers aux **7 bailleurs sociaux signataires de la convention**.

Entre juin 2018 et décembre 2019, **6 commissions** se sont tenues, ayant permis d'étudier **25 dossiers** avec **60% de dossiers transmis** aux bailleurs sociaux signataires, **32%** demandes de complément et **8% de demandes rejetées**. Deux personnes ont pu être relogées, une chez le bailleur Toulouse Métropole Habitat et une chez le bailleur OPH 31.



FORMATION
DES AGENTS DE 1ERE LIGNE
HORS CHAMP SANITAIRE EN SANTE MENTALE

Perspectives 2020

- Poursuivre la formation pour répondre à la liste d'attente d'une cinquantaine de professionnels intéressés en 2019,
- Articuler cette formation avec les objectifs de la fiche 3.3 du CLS 2019-2022 « Informer et former les acteurs non sanitaires (socio éducatifs, socio culturels, en entreprise...) pour améliorer l'accueil et l'intégration des personnes présentant des troubles psychiques ».

Perspectives 2020

- Signer avec deux nouveaux bailleurs sociaux : ICF Habitat Atlantique et La Cité Jardins Groupe Action Logement.
- En articulation avec la fiche 3.4. du CLS 2019-2022, projet visant à favoriser l'anticipation, l'analyse et la gestion coordonnées des cas individuels complexes par la mise en place d'une cellule de gestion des cas déclenchée lors d'événements indésirables ou de situations à risque.

5. Éducation pour la Santé

Réseau en éducation pour la santé

Une nouvelle session de formation à la démarche de promotion de la santé a été mise en œuvre en 2019. **Treize agents de 4 directions** (Éducation, Solidarités et cohésion sociale, Enfance loisirs, Sports) ont assisté à cette session de 4 jours qui a porté sur la démarche de promotion de la santé, ses principes et la méthodologie de projets. **3 réunions** ont rassemblé le réseau : travail sur les projets de chacun et apports sur l'évaluation.

Soutien méthodologique aux projets de santé des directions de la Mairie dont :

La Direction de l'Éducation :

- animation du stand santé de la réunion de pré rentrée des agents de la DE : promotion du panneau boissons et sucre
- conseils méthodologiques pour **3 écoles** sur la question du bruit à la cantine (dans le prolongement du projet expérimental « **Bruit dans les cantines** » à l'école Dauriac de 2014)
- conseils méthodologiques sur le concept du « **Café des parents** » et sur « **l'inclusion** ».

- **Participation au Parlement du PEDT – Commission Éducation** (5/an) et leur COTECH pour **y intégrer l'axe Santé** et initier des ateliers concernant la santé.

La commission Éducation :

- a ainsi identifié **l'axe santé environnement** comme axe de travail fin 2019
- est en vigilance sur **l'éducation et les écrans avec la Smart City**.

- Participation aux ateliers du Projet Éducatif Territorial (PEDT) :

- co-construction de la journée du Printemps éducatif : conseil méthodologique pour le montage de la journée (conférence, table ronde et ateliers) et animation d'un atelier (thématique : « **La transition** ») lors de cette journée (22 mai 2019) ; animation d'un atelier (thématique : « **La transition** ») le 22 mai 2019
- accompagnement à la construction de la journée « **Bien grandir avec les écrans** » du 12 juin 2019.

Perspectives 2020

- Impliquer le réseau dans la mise en œuvre du Contrat Local de Santé 2019-2022.



12 JUIN 2019
Université Jean Jaurès
Bâtiment accueil grand amphithéâtre
Mirail-Université

Bien grandir avec les ÉCRANS!

► à 9h30 : CONFÉRENCE
SERGE TISSERON

► de 11h30 à 17h
ATELIERS INTERACTIFS

► de 15h à 16h30 : ATELIER DE RÉFLEXION
JULIEN TEYSSIER

ENTRÉE GRATUITE SUR INSCRIPTION

INFOS ET INSCRIPTIONS SUR toulouse.fr

Mairie de TOULOUSE
www.toulouse.fr

Toulouse en grand!

La Direction Enfance et Loisirs:

Réalisation du cahier des charges et choix d'intervenants pour la **journée Conduites à risque et Écrans**.

La Direction Générale des Ressources Humaines (mission Handicap)

- participation à l'élaboration d'un cahier des charges et choix des intervenants pour une sensibilisation au handicap psychique pour les agents de la Direction de la Cohésion sociale
- participation au comité de rédaction du guide Handicap pour le volet handicap psychique
- présence au Salon Autonomie Sud pour le volet handicap psychique sur le stand Mairie de Toulouse.

La Direction des Sports

- Réponse à l'appel à projets PRSE 3 Occitanie pour le projet « **hygiène dans les piscines** » : **amélioration de la qualité de l'air**
- Animation du volet santé (hygiène dans les piscines) de la « **Journée Alfred Nakache** » destinée aux scolaires (13 juin 2019).

La Direction Infrastructure

- Projet autour de l'abri sensoriel mis en place avec le CLSM pour une installation expérimentale sur l'espace public dans le cadre de la **Smart City**.

Divers outils ont été présentés ou créés :

- Présentation et diffusion du **guide « avec les écrans, comment je m'y prends ? »** dans différentes instances
- Création d'un site collaboratif pour le **groupe Sport Culture Loisirs du CLSM**.



Journée
Alfred NAKACHE #2
Nageur de légende
Edition 2019



Espace nautique Alfred Nakache

Jeudi 13 juin 2019

Ce projet pluridisciplinaire autour du nageur Alfred Nakache concerne 8 classes de CM2 des écoles publiques de Toulouse. L'objectif est de faire découvrir de nouvelles activités physiques en milieu aquatique et participer à des ateliers de sauvetage et de secourisme.

Programme

8h30 Départ école vers Espace Nautique

9h Accueil hall piscine. Rappel de l'histoire
Intervention de Mme Françoise Martin, historienne

9h30 Début des ateliers

12h Fin des ateliers / pique nique /
Présentation du projet art plastique
« A la lisière de la fiction, faire revivre la mémoire »

13h Reprise des ateliers

15h30 Fin des ateliers Retour école

Ateliers

Rotation Toutes les 40 minutes
- Atelier 30'
- rotation 10'

Ateliers aquatiques

Nage avec les Dauphins
Nage avec palmes
Natation connectée
Natation artistique
Water-polo
Sauvetage bouées-tubes
Sauvetage mannequin

Ateliers terrestres

Secourisme Porter secours / Alerter
Secourisme Parcours du secouriste
Secourisme Position Latérale de Sécurité
Natation artistique Chorégraphie
Hygiène Parcours du baigneur
Remue-Ménages Sport de haut niveau et handicap
Débat associatif Valeurs olympiques



Mairie de TOULOUSE
www.toulouse.fr
Toulouse en grand !

6. Toulouse Santé La Lettre

Outil de communication institutionnelle, Toulouse Santé La Lettre a été imprimée à **90 600 exemplaires** (contre 106 000 exemplaires en 2018). Même si le format papier est très apprécié, **l'envoi numérique est privilégié avec 513 destinataires** (personnes extérieures, ADP, élus municipaux et métropolitains, responsables associatifs) ainsi que la promotion de la version numérique sur les sites Intranet Sésame et toulouse.fr.

Le nombre d'envoi postal est, dès lors, en baisse de **642 exemplaires par rapport à 2018**.

Les services internes de la Mairie de Toulouse et de Toulouse Métropole accueillant du public bénéficient toujours d'une distribution postale avec 136 destinataires identifiés représentant 1 158 exemplaires.

À l'extérieur, sa diffusion mensuelle couvre principalement les différents sites du CHU de Toulouse et de l'Oncopole, avec 900 exemplaires acheminés en direct par le SCHS. **L'envoi postal**, à la demande des professionnels de santé, des établissements scolaires, des associations, des particuliers, des services publics de Toulouse et ses environs mais également d'autres villes, se poursuit avec **2 302 destinataires soit 5 601 exemplaires adressés**.

Elle est disponible en ligne en format PDF sur le site de la Mairie de Toulouse :

<http://www.toulouse.fr/web/publications/toulouse-sante-la-lettre>



Le service médical

Le service médical, équipe pluridisciplinaire composée de médecins, infirmiers et personnels administratifs gère le Centre de Vaccination Public (CVP) et le Centre de Vaccination International (CVI). Il collabore avec l'Agence Régionale Occitanie dans le cadre de la Veille Sanitaire pour les structures municipales (accueils de loisirs, centres de vacances) et établissements scolaires.

Il participe à la promotion de la santé de la population toulousaine en s'engageant à promouvoir la vaccination dans le cadre du Contrat local de Santé en partenariat avec les 13 autres signataires.

1. Centre de Vaccination municipal

Accueil et conseils

Astreinte téléphonique tenue par le personnel du service (agents administratifs et infirmiers) :

Prise de rendez-vous, conseils aux voyageurs, signalements sanitaires, etc.

5 jours sur 7 - de 8h30 à 17h00

80 à 110 appels par jour en fonction des périodes de l'année.

Conseils téléphoniques à propos des vaccinations, gérés par les médecins du Centre (recueil d'activités sur 6 mois juin à décembre 2019)

- auprès des professionnels de santé : **82**
- auprès des usagers, des services municipaux : **40**

Indicateurs 2019 :

Nombre de séances de vaccination : 211 (chiffre stable depuis 4 ans)

Nombre de consultations : 3 944 (4 830 en 2018)

Nombre de vaccins administrés (vaccins du voyageur ou recommandés) : 5 488 (6 511 en 2018) + 40 vaccins administrés au CCAS

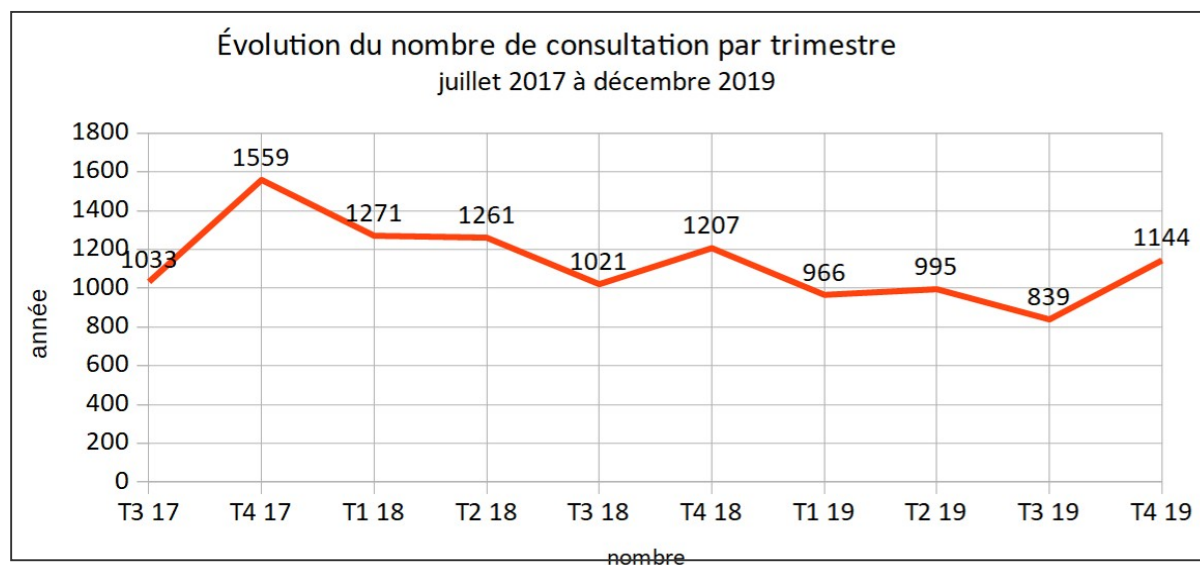
Nombre de personnes vaccinées : 3 178 (3 886 en 2018).



LE CENTRE DE VACCINATIONS



Le centre de vaccinations de la Ville accueille tout public pour la vérification du carnet de vaccination, la mise à jour des vaccinations du calendrier vaccinal, des renseignements, ou (sur rendez-vous) pour la préparation d'un voyage.



Caractéristiques de la population fréquentant le service:

L'âge

Pas de modification par rapport aux autres années :

- tranche d'âge majoritaire 26-65 ans
- enfants de moins de 16 ans : 15 % de la population

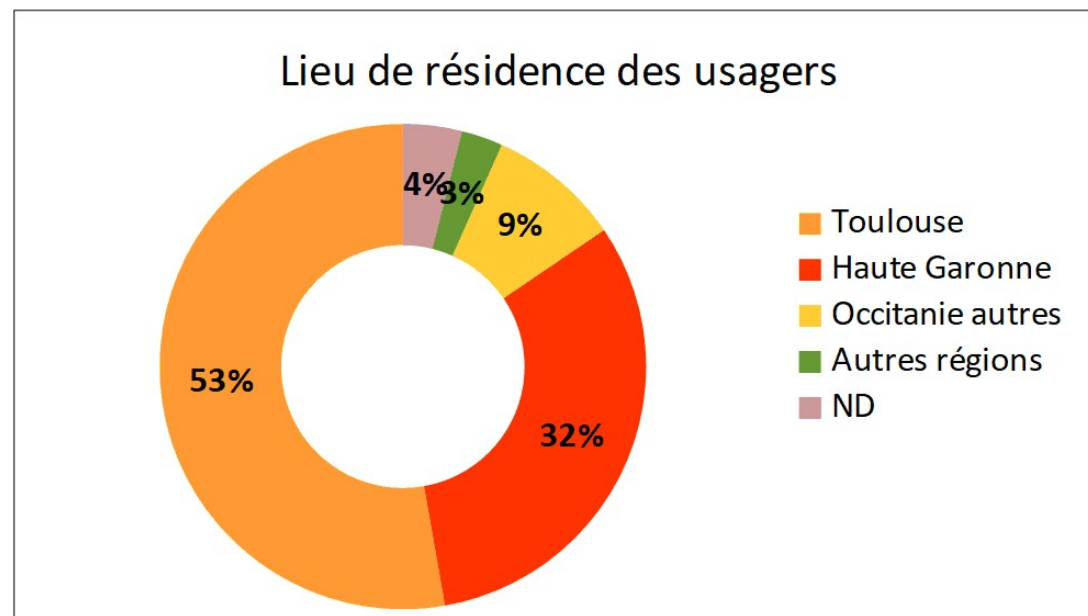
Nombre total de personnes vaccinées par tranches d'âge :

2019	Total	%
0 - 2 ans	90	3%
> 2 ans - < 7 ans	92	3%
≥ 7 ans – < 16 ans	286	9%
≥ 16 ans – < 26 ans	704	22%
≥ 26 ans – < 65 ans	1761	55%
≥ 65 ans	240	8%
non précisé	5	0%
Total	3178	100%

Le lieu de résidence des usagers fréquentant le Centre :

Pas de modification par rapport aux autres années :

- **53 %** des personnes vaccinées sont des Toulousains
- **32 %** sont des Haut Garonnais
- **9%** habitent en région Occitanie



Répartition des vaccins administrés :

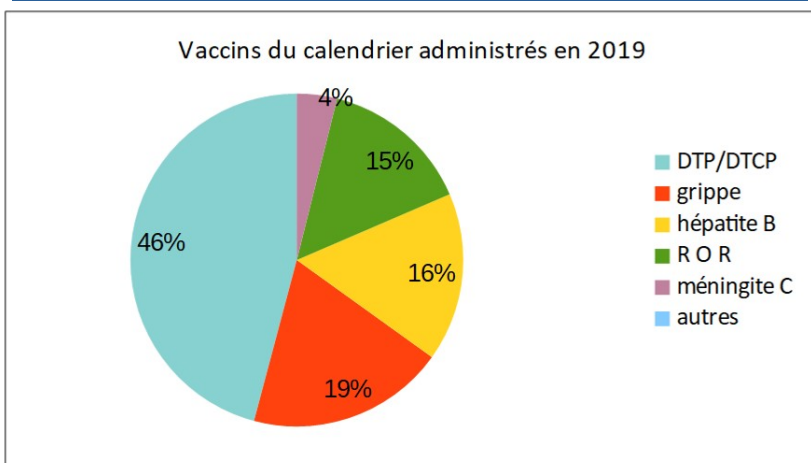
- vaccins du calendrier vaccinal français : **35%** (de 2014 à 2018 : 30% environ)
- vaccins du voyage : **65 %**

Tendance actuelle : pourcentage des vaccinations recommandées en hausse par rapport aux vaccinations internationales. Cette légère augmentation pouvant s'expliquer par **une diminution du nombre des vaccins du voyage en 2019.**

A) Le Centre de Vaccination Public (CVP)

En 2018, la Mairie de Toulouse a signé une convention avec l'ARS Occitanie pour l'habilitation du Centre de Vaccination Public conformément aux articles L.3111- 11 et L.3112- 3.

Le 1^{er} juillet 2019, le SCHS a signé une convention avec la CPAM31 permettant le remboursement des vaccins du calendrier vaccinal français. Le CVP s'engage à renseigner la CPAM sur le nombre de vaccinations effectuées dans la population toulousaine et à promouvoir le carnet vaccinal électronique.

Répartition des vaccins recommandés administrés en 2019 :

Les vaccins diphtérie / tétanos / poliomyélite, avec ou sans la coqueluche, sont toujours les vaccins les plus prescrits et représentent 46 % des vaccins recommandés.

La vaccination contre la rougeole, compte tenu de l'épidémie actuelle en région Occitanie, reste une priorité du centre pour la 3^{ème} année consécutive.

Le nombre de doses de vaccin contre la **méningite** a été multiplié par 2,5 par rapport aux deux années précédentes et par plus de quatre par rapport à 2015/16. Il s'agit d'une vaccination recommandée pour les jeunes de moins de 25 ans qui est aussi une des priorités du Centre.

Évolution de la répartition des vaccins recommandés

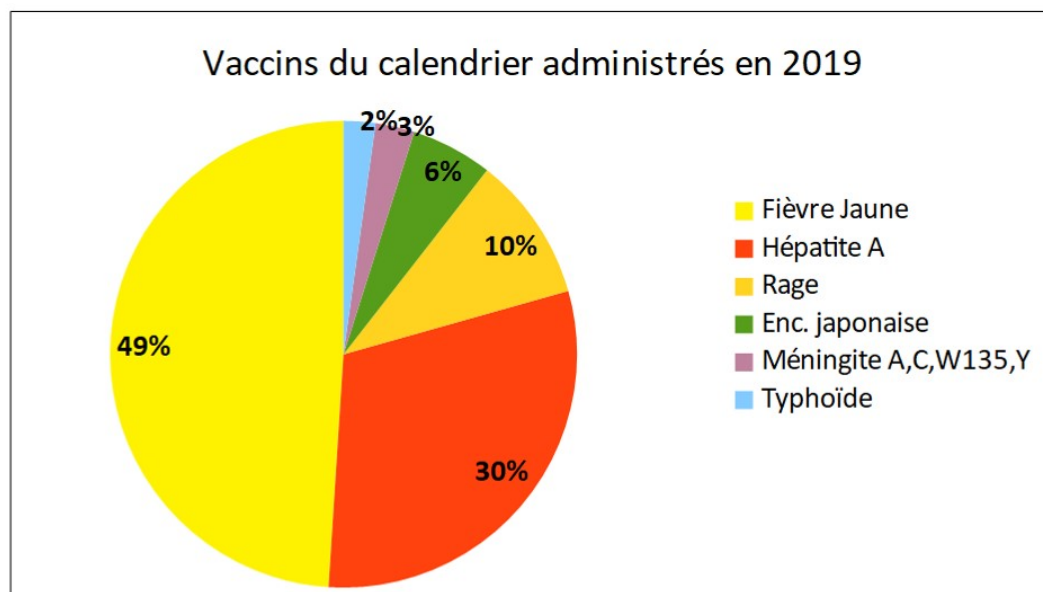
	2018	2019
dTCaP	716	540
DTCP	62	74
dTP	271	257
hépatite B	264	311
méningite C	32	74
grippe	353	365
R O R	277	278
autres	1	0
TOTAL	1976	1899

Le vaccin contre l'**hépatite B** est le troisième vaccin le plus administré dans le Centre. Il a augmenté significativement en 2019 et a retrouvé son niveau d'avant la pénurie majeure observée en 2017.

Vaccination contre la grippe : campagne 2019/2020

L'administration de vaccin anti grippal **augmente légèrement par rapport à 2018**. L'offre plus étendue de vaccination antigrippale en libéral depuis 2018 (notamment en officines) a eu comme conséquence une baisse du nombre d'usagers bénéficiaires de bons se faisant vacciner dans le service.

55 % des bénéficiaires de la vaccination anti grippale étaient des employés municipaux (versus 35 % en 2018). Lors de la consultation, **95 %** d'entre eux disent avoir été informés de la campagne de vaccination par une note de leur Direction ou par l'article d'information paru dans SÉSAME, intranet de la collectivité. Ces résultats démontrent l'importance d'une campagne de communication saisonnière.

B) Le Centre de Vaccinations Internationales (CVI) et de conseil aux voyageurs**Répartition des vaccins du voyageur administrés en 2019 :**

+++ Plus d'un tiers des vaccins recommandés sont réalisés au cours d'une consultation de médecine du voyage avec un effort particulier pour la vaccination contre la rougeole (40 %) et la vaccination contre la méningite (deux indicateurs d'activité du service).

2. Les autres missions du service médical

A) La collaboration avec l'ARS Occitanie dans le cadre de la Veille Sanitaire.

Les signalements transmis au service médical sont, dans le cadre des **Maladies à Déclaration Obligatoire (MDO)**, systématiquement communiqués à la Veille sanitaire 31. Elle peut faire appel au service pour la gestion d'une situation sanitaire. L'équipe médicale s'est déplacée à deux reprises pour vérifier les carnets de vaccination des personnels (**cas groupés de coqueluche**) ou vacciner hors les murs (**épidémies de rougeole**)

B) La gestion des signalements sanitaires dans les structures municipales accueillant les enfants toulousains.

39 signalements émanant des établissements scolaires (maternelles ou primaires) ont été recensés. Le service médical est intervenu, soit en conseillant les directeurs, soit en envoyant des documents de sensibilisation et d'information dédiés aux personnels et aux parents d'élèves.

Les responsables des établissements d'accueil et loisirs internes à la collectivité ainsi que la Direction de l'Éducation de la Mairie de Toulouse sont systématiquement associés à ces démarches.

*Gale : 21
Coqueluche:6
Rougeole : 4
Teigne : 3
Hépatite A : 2
Impétigo : 2
Molluscum : 1
Oreillons :1
Rubéole : 1*

3. Promotion de la santé

- Participation à la Semaine Européenne de la Vaccination (avril 2019)

Une opération portes ouvertes a été instaurée au Centre de vaccination Public (CVP) pendant toute la Semaine Européenne de la Vaccination pour tous les Toulousains se présentant dans le service, afin qu'ils puissent bénéficier de la **mise à jour de leurs vaccinations et de la création de leur carnet vaccinal électronique**.



4. Objectifs 2020 pour le Service Médical

Améliorer l'accessibilité du Centre de vaccination aux usagers : création de séances supplémentaires de vaccination, obtention de la délégation de compétences pour le personnel infirmier afin de diminuer le délai d'attente de rendez-vous pour la vaccination du voyage et d'augmenter le nombre d'actes vaccinaux.

Promouvoir la vaccination dans le cadre du **Contrat Local de Santé** en collaborant avec les différents Centres de vaccination sous le pilotage de l'ARS Occitanie, en réalisant des **actions de sensibilisation** auprès des personnels des collectivités, en augmentant les actions de **vaccination hors les murs** auprès de publics spécifiques.

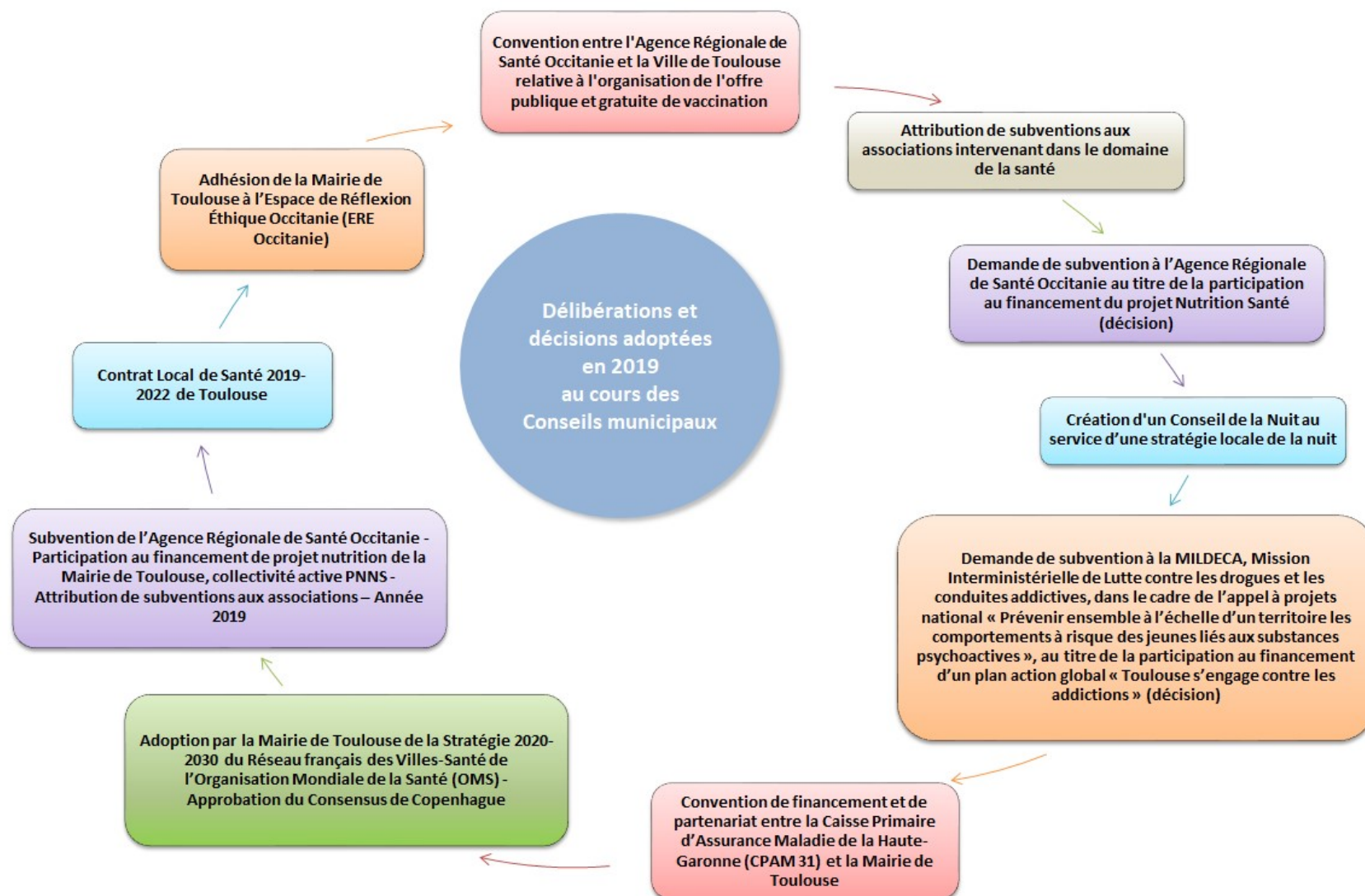
Développer la communication sur les activités du Centre auprès du grand public mais aussi des professionnels de santé (médecins, infirmiers, pharmaciens).

Développer les campagnes de vaccination et actions de sensibilisation auprès des agents municipaux et métropolitains, notamment la campagne de vaccination saisonnière **contre la grippe**.



MOYENS MOBILISÉS

Les délibérations en Conseil municipal



2. Les événements portés par le SCHS

Conférence « Et si on laissait parler les autistes ? »



Animée par des conférenciers de l'association grenobloise « **Comme c'est curieux** » et de « **Sésame Autisme** », et par des personnes ayant été diagnostiquées autistes qui ont témoigné de leurs expériences et de leur parcours de vie, devant **300 personnes**, la conférence « *Et si on laissait parler les autistes ?* » organisée par la Mairie de Toulouse, en partenariat avec le **Centre Ressources Autisme Midi-Pyrénées**, **Sésame Autisme** et **Autisme 31** a eu lieu

samedi 26 janvier 2019, à 15 heures,
Salle San Subra
2 rue San Subra - 31300 Toulouse.



janvier 2019



À l'occasion de la signature de la [charte](#) « Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens », la Mairie de Toulouse a organisé une **conférence grand public** animée par **M. André CIOLELLA**, Président du Réseau Environnement Santé, avec la présence d'intervenants de « **Générations cobayes** » (association de jeunes engagés dans la santé environnementale) et du **Professeur Camille DUMAT** (INSAT) (50 personnes).

mars 2019

Vendredi 08 mars 2019
de 17h à 18h45
Salle Osète Duranti

« Perturbateurs endocriniens, quels risques pour la santé ? »



Perturbateurs endocriniens : quels risques pour la santé ?

DES VILLES & TERRITOIRES
SANS PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

Bisphénol A
PCB
Parabens
Pesticides
Retardateurs de flammes bromés
Phthalates
Dioxines
Composés perfluorés

ENTRÉE LIBRE

Conférence
Animée par M. Ciolella,
Président du Réseau Environnement Santé (RES)
en présence de M^{me} la Professeure Camille Dumat,
Toulouse-INP, CERTOP, Réseau Agriville

Vendredi 8 mars à 17h
Espace Duranti - Salle Antoine Osète
6, rue du Lt Colonel Pelissier – Métro ligne A - Arrêt Capitole

 
Toulouse en grand !

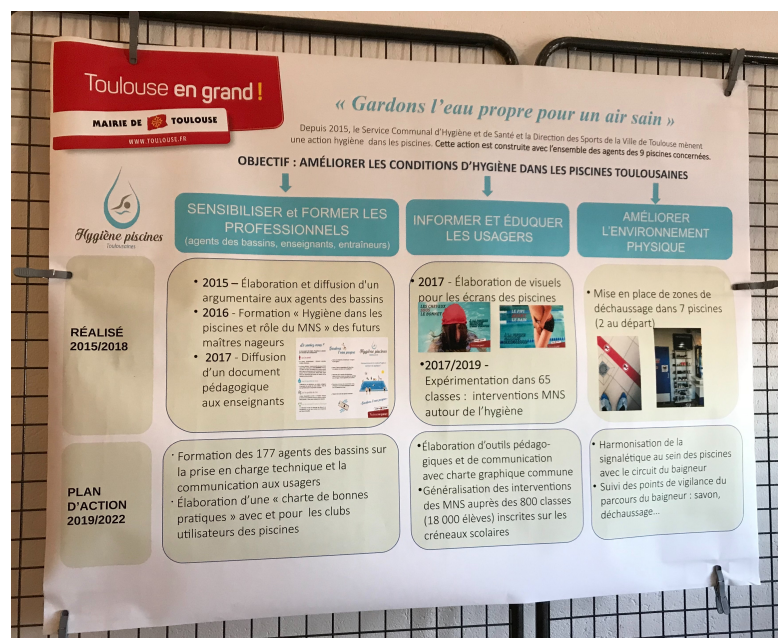
- Réunions d'information et de sensibilisation à la vaccination au Secours Populaire

« Journées des oubliés de la Santé » (avril 2019)



avril 2019

- Colloque des villes Santé à Marseille



La Mairie de Toulouse a été retenue pour une communication affichée lors du colloque national du Réseau français des Villes-Santé de l'OMS qui s'est tenu le 23 mai 2019 à Marseille et qui avait pour thème « Environnements intérieurs de qualité : les villes s'engagent pour la santé des habitant.e.s ».

Ce poster a permis de valoriser l'action « Hygiène » menée dans les **9 piscines municipales** en concertation avec l'ensemble des agents de bassin (maîtres-nageurs, agents techniques,...). L'existence de pollution de l'air, de l'eau et des sols a conduit à identifier 3 axes de travail : information et formation des professionnels (agents des bassins, enseignants, entraîneurs de clubs...), **actions éducatives** et informatives des usagers des piscines (scolaires, grand public, nageurs de clubs) et **amélioration de l'environnement physique** (mise en place de zones de déchaussage dans toutes les piscines).

Mai 2019



Les rencontres du personnel de l'Éducation

août 2019

Le SCHS participe chaque année à la matinée organisée par le Maire qui a invité près de **3 000 personnels** de l'Éducation à un moment convivial de partage d'informations et d'échanges le 29 août, salle Jean Mermoz. **C'est l'occasion de mener des actions de sensibilisation sur les thématiques de santé et de prévention telle que la vaccination et la nutrition**

La journée de rentrée de l'Éducation est un rendez-vous habituel et attendu par les agents chaque année. C'est un temps fort pour réunir les **2 800 agents** de la Direction de l'éducation répartis sur les différents sites et notamment les **206 écoles**. Dès leur arrivée, les agents ont pu découvrir de nombreux stands d'informations proposés par la Direction de l'Éducation et des directions partenaires comme la Cuisine centrale, la DGRH, le SCHS... Le début de l'année scolaire est une période très intense dans un contexte d'augmentation de la population scolaire : en 2019, les écoles ont accueilli près de **35 000 enfants**.

Les Toulousain(e)s ont été invité(e)s à rejoindre le #MoisSansTabac

jeudi 10 et vendredi 11 octobre 2019,
place du Capitole (de 10h à 18h30)

octobre 2019

1,6 million de fumeurs en moins sur les deux dernières années
C'est la preuve que réduire le tabagisme en France, c'est possible. Près de 60% des fumeurs quotidiens ont envie d'arrêter de fumer : le défi du #MoisSansTabac est de les accompagner dans l'arrêt du tabac.

**C'était le moment de s'inscrire
pour relever le défi du #MoisSansTabac**

Le #MoisSansTabac s'adresse à tous les fumeurs qui ont envie d'arrêter de fumer : **1 mois sans fumer représente 5 fois plus de chances de s'arrêter !**

Les Toulousain(e)s qui souhaitent arrêter de fumer ont pu rencontrer sur place des tabacologues, s'inscrire sur <https://www.tabac-info-service.fr/> et bénéficier des conseils d'acteurs de prévention et de santé.

Une animation montgolfière, place du Capitole, a rassemblé les Toulousains autour des stands d'information.





Action à destination des agents municipaux Informations #Mois sans tabac le 18 octobre 2019

de 7h30 à 14h00

Dans le cadre de l'événement national Mois sans Tabac 2019, le **pôle Prévention Santé et Qualité de vie au travail (SQVT)**, le **Service Opérationnel Ressources Humaines (SoRH)** et le **SCHS**, ont proposé aux agents municipaux du centre-ville une journée Mois Sans Tabac sur le site de Valade.

« Venez vous renseigner,
consulter un tabacologue,
une diététicienne,
suivre une séance de gym en plein air ! »

octobre 2019



Cette action s'est inscrite dans la continuité des journées de sensibilisation autour de la santé lancées l'année précédente sur les sites municipaux.

L'idée ?

Inciter les agents de la collectivité fumeurs qui ont envie d'arrêter de fumer à rentrer dans le dispositif Mois sans tabac, et être accompagnés tout au long du mois de novembre par Tabac Info Service.

Mon SoRH





Journée Européenne d'information sur l'antibiothérapie

Les autorités commencent à déployer des moyens pour aider les médecins hospitaliers à lutter contre l'émergence de ces résistances, à sensibiliser l'ensemble des médecins (tous étant prescripteurs d'antibiotiques), et commencer à informer et éduquer...la population générale sur la résistance bactérienne aux antibiotiques.

En effet, en terme de santé publique, cette résistance bactérienne aux se fait de plus en plus menaçante, et certains groupes d'experts prédisent qu'en 2050, les infections seront responsables de 10 millions de morts par an, et représenteront alors la première cause de mortalité, devant le cancer et la mortalité cardio-vasculaire.

C'est dans ce contexte que le Ministère de la Santé a choisi cette année comme thème à la **Semaine Sécurité des Patients** (annuelle), du **18 au 22 novembre 2019**, cette thématique, avec pour slogan :

« **Les antibiotiques c'est précieux, utilisons-les mieux** »

Cette journée européenne d'information sur les antibiotiques (qui existe depuis plusieurs années), a eu lieu **lundi 18 novembre 2019**, Square François Mitterrand.

Ainsi, le service de Maladies Infectieuses du CHU, l'ARS Occitanie et le **service médical du SCHS** ont mené des actions pour échanger avec la population toulousaine, l'informer, et répondre à ses questions autour des **antibiotiques et de la vaccination**.

En collaboration avec le CHU, le **Centre de vaccination public a participé à cette journée en proposant des mini quiz sur la vaccination** afin de sensibiliser la population toulousaine à la prévention vaccinale qui contribue à la lutte contre l'antibiorésistance.



novembre 2019



Action à destination des agents Ville et Toulouse Métropole



Interview Sésame du 24 octobre 2019 concernant la vaccination : le docteur Françoise MEHU-PARANT nous explique pourquoi il est important que nous nous fassions vacciner contre la grippe

Sésame : Pourquoi faut-il se faire vacciner contre la grippe ?

Françoise Mehu-Parant - Parce que la grippe est une maladie contagieuse qui peut être mortelle, qu'on ait des facteurs de risque ou pas. Ses signes cliniques habituels sont des maux de tête, douleurs musculaires, articulaires, fièvre, auxquels s'ajoutent des symptômes respiratoires tels que la toux et les encombrements rhino-pharyngés. L'évolution habituelle de la grippe est la guérison spontanée en une ou deux semaines. Ce sont les complications respiratoires qui entraînent les hospitalisations et les décès. A titre d'exemple, en 2018, la grippe a provoqué plus de 2000 décès en France ! En accord avec la médecine du travail de la

DGRH, nous recommandons donc aux agents de se faire vacciner à partir du 21 octobre prochain, avant l'arrivée du pic épidémique. Certaines personnes affirment que le vaccin contre la grippe n'est pas efficace ou qu'il peut donner la grippe. Ce n'est pas vrai ! Lorsqu'on se fait vacciner il faut attendre 15 jours à 3 semaines avant d'être véritablement protégé. On peut très bien attraper la grippe pendant cet intervalle de temps... D'autre part le vaccin est préparé avec des particules inactivées de plusieurs souches de virus qui ne peuvent absolument pas donner la grippe ! L'efficacité du vaccin est de l'ordre de 80%, elle peut quelquefois diminuer lorsqu'un de ces virus très instables subit une nouvelle mutation après que les vaccins aient été fabriqués. Ces changements très fréquents sont les raisons pour laquelle je recommande à nos collègues de se faire vacciner tous les ans.

Sésame : Qui peut se faire vacciner contre la grippe ?

F.M-P - Idéalement, tout le monde ! La vaccination est fortement recommandée pour les populations à risques : seniors âgés de plus de 65 ans, personnes porteuses de certaines maladies chroniques, malades immunodéprimés, femmes enceintes, mais aussi les personnels de santé et ceux qui travaillent au contact des nourrissons ou des enfants atteints de certaines maladies, notamment dans les écoles, les crèches, les CLAE... Il ne faut pas oublier que si on ne développe pas forcément la grippe on peut transmettre le virus à son entourage professionnel ou familial (le virus se transmet par la toux, les éternuements mais aussi la peau, notamment les mains et les surfaces contaminées !) J'invite donc l'ensemble de nos collègues à se faire vacciner car le vaccin contre la grippe permet de se protéger et de protéger les autres !

Sésame : Comment un agent qui souhaite se faire vacciner contre la grippe doit-il procéder ?

F.M-P - À compter du 21 octobre, les agents peuvent venir sans rendez-vous aux horaires d'ouverture du centre de vaccination de la Mairie de Toulouse. De plus, pour le mois de novembre, nous mettons en place des créneaux horaires exclusivement dédiés à la vaccination antigrippale : les mardi 19 novembre et jeudi 28 novembre de 11 heures à 14 heures. Par ailleurs, je précise que le vaccin contre la grippe est fourni gratuitement par le centre de vaccination et qu'il est souhaitable de venir avec son carnet de santé ou de vaccination pour faire le point sur les vaccinations à rattraper ou à venir.

octobre 2019

novembre 2019

« Combattons les addictions »

Conférence grand public - le 28 novembre 2019 - de 19h30 à 22h00

à l'Espace des Diversités Laïcité - 38 rue d'Aubuisson

animée par le Pr Amine BENYAMINI, psychiatre addictologue à l'hôpital Paul Brousse de Villejuif

et professeur de médecine à Paris XI,

sur les risques de dépendance liés à l'usage des stupéfiants et à la consommation excessive d'alcool,

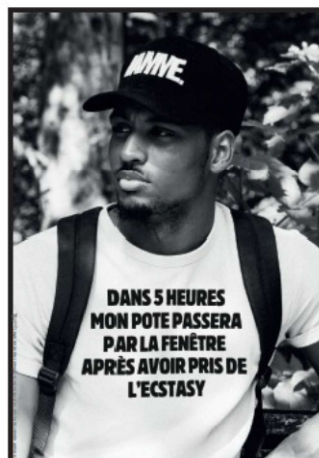
sur les addictions aux écrans et le tabagisme.



Combattons les addictions



Combattons les addictions



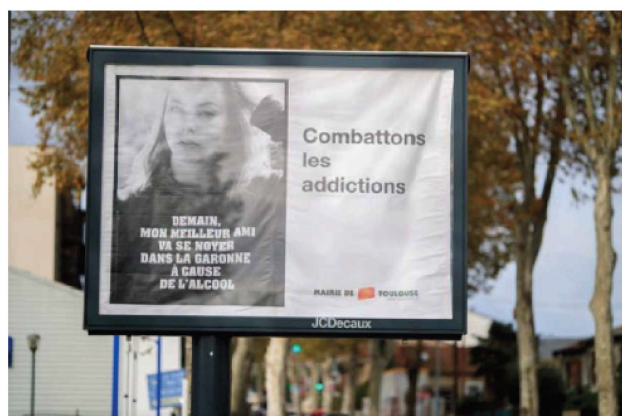
Combattons les addictions



Combattons les addictions

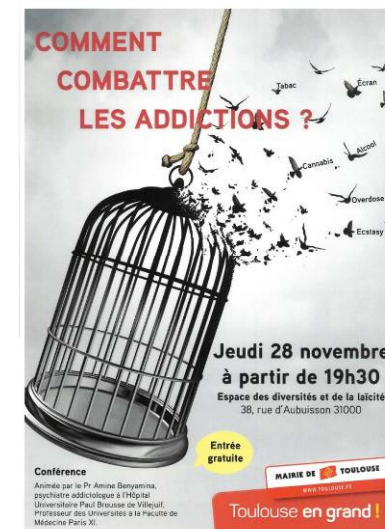


Combattons les addictions



Cette conférence a été appuyée par une campagne d'affichage du 6 au 27 novembre :

- sur **110 panneaux** J-C. Decaux
- **465** affichettes en format A4 diffusées dans les établissements recevant du public (ERP) municipaux pour affichage
- des **bannières**, réalisées par la Direction de la Communication, diffusées sur les **15 écrans digitaux municipaux** gérés par la Direction de l'Action Territoriale (DAT) pendant la durée de la campagne
- **2 400 exemplaires de cartes postales** de chaque visuel diffusés dans les ERP municipaux pour distribution.



Signature de la convention MILDECA/Mairie de Toulouse 2019-2021

décembre 2019

« Prévenir ensemble les comportements à risque des jeunes liés aux substances psychoactives »

Signature d'une convention de partenariat

Mardi 10 décembre, à 13h30, salle des Commissions au Capitole, Florie LACROIX, Conseillère municipale déléguée à la Prévention médico-éducative chez les jeunes, et Nicolas PRISSE, Président de la MILDECA (Mission Interministérielle de Lutte Contre les Drogues et les Conduites Addictives), ont signé une **convention de partenariat** pour prévenir ensemble **les comportements à risques des jeunes liés aux substances psychoactives sur la commune de Toulouse.**

La MILDECA accompagne les partenaires publics, institutionnels et associatifs de l'action publique en leur apportant un soutien méthodologique et/ou financier. Un **budget de 115 000€**, sur deux ans (2019-2021) a été alloué à la Mairie de Toulouse pour réaliser des opérations d'informations, de sensibilisation et de prévention auprès des jeunes collégiens, lycéens, étudiants et autres (**entre 2019 et 2021**).



Déclinaison du projet sur 2 volets en 4 actions :

Volet 1 - Information, communication et prise de

conscience citoyenne sur deux échelles territoriales :

« **Toulouse s'engage contre les addictions** ».

Toulouse Métropole : définition d'une stratégie de **compréhension des conduites addictives dans les 37 communes.**

Volet 2 - Interventions en faveur des jeunes concernés par des comportements à risque liés aux substances psychoactives en centre ville, **auprès des 12-25 ans : déambulations aux abords des établissements scolaires.** Extension du projet PARI Quartiers Nord (Passeport pour l'Université, Accrochage, Raccrochage, Insertion professionnelle) sur la rive droite.



Pause Lama »
déambulations en centre ville auprès des 12-25 ans
Projet de territoire sur le centre-ville pour lutter contre le tabagisme des jeunes avec en perspective l'élargissement sur du multi-produit

Signature du Contrat Local de Santé 2019-2022

de la Mairie de Toulouse



Nouvelle méthode d'intervention particulièrement innovante en Occitanie, le Contrat Local de Santé (CLS) de Toulouse 2019/2022 a été approuvé lors du Conseil Municipal le 18 octobre et **signé le 16 décembre 2019**.

décembre 2019

Ce contrat est le résultat d'un fructueux travail collaboratif établi entre la **Mairie de Toulouse, l'ARS Occitanie et 11 cocontractants** institutionnels de premier plan : la Préfecture de la Haute-Garonne, le Conseil départemental de la Haute-Garonne, la Direction académique des services de l'Éducation nationale (DASEN), la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne (CPAM), la Caisse d'Allocations Familiales

de la Haute-Garonne (CAF), la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat), la Mutualité Française, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Toulouse, le Centre Hospitalier Gérard Marchant et le Centre Hospitalier Joseph Ducey.



L'amélioration de la santé des Toulousaines et des Toulousains représente un enjeu fort, prenant en compte les déterminants environnementaux : habitat, climat, espaces verts, qualité de l'air

Le plan d'actions qui en découle sur 7 axes, a vocation à être soutenu collectivement par les cosignataires, pour potentialiser les efforts et les ressources et les faire converger afin de **réduire les inégalités sociales de santé, en proximité, au plus près des lieux de vie**.



Les engagements de tous visent à :

- Atteindre les personnes aujourd'hui non bénéficiaires des actions/projets sanitaires et sociaux
- Donner une réponse cohérente et partagée par les professionnels du champ et hors champ sanitaire et social
- Assurer l'accès à la prévention et aux soins à tous et sans discrimination en captant les publics dans des lieux neutres
- Intégrer les enjeux de santé dans les aménagements d'aujourd'hui qui font la ville de demain
- Lever les tabous persistants autour de la santé mentale
- Placer le bénéficiaire (groupe ou individu) au centre de l'action et du projet
- Veiller à ce que tous les professionnels rendent accessibles et appropriables leurs services, projets et actions
- Favoriser l'implication de la personne dans la prise en compte et le suivi de son état de santé.



AMÉLIORATION CONTINUE DU SERVICE PUBLIC

1. Gestion du courrier et des signalements

4 177 courriers arrivés (versus 5 283 en 2018) et 4 142 courriers en partance (versus 4 035 en 2018) ont été enregistrés au SCHS.

2. Traitement des signalements provenant « d'Allô Toulouse » plus efficient



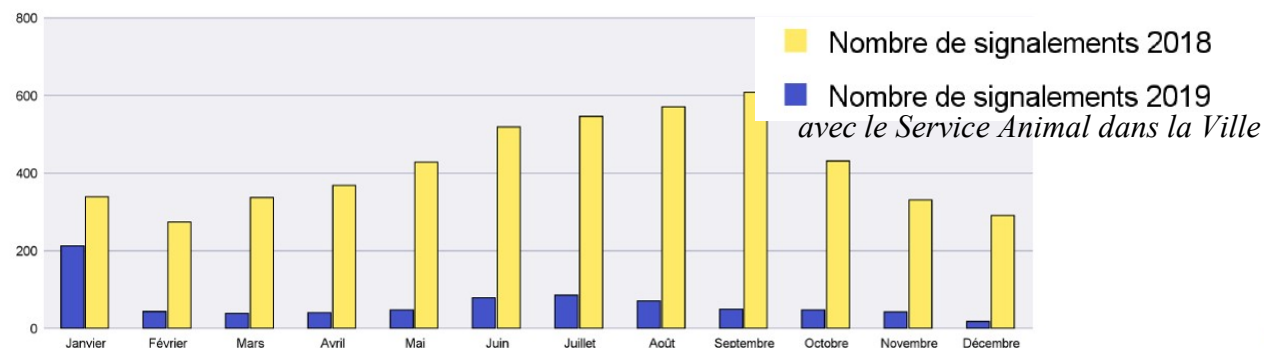
Au nombre des courriers arrivés, il faut ajouter les **991 fiches Allô Toulouse** (versus 1 072 en 2018) transmises par messagerie au SCHS.

Allô Toulouse

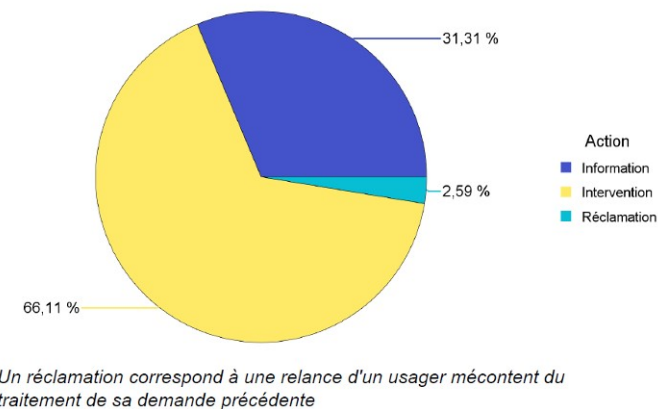
est à la disposition des Toulousains 24h/24 et 365 jours par an, 33 opérateurs se relayant pour écouter, informer et orienter les habitants

Le nombre de signalements (773) destinés au SCHS a diminué en 2019 par rapport à 2018 du fait du changement de périmètre de la Direction Générale des Solidarités : le **Service Animal dans la Ville** ayant été transféré du SCHS vers la Direction Générale Réglementation (Direction des Services à la population) depuis le 2 janvier 2019.

Répartition par mois des signalements et comparaison avec 2018



Répartition des signalements par type d'action



Top 10 des voies les plus signalées

Tableau Allô-Toulouse comparaison 2019-2018

2019
2018

Répartition des demandes d'interventions par thématique

Thématiques	Sous-thématique	Fait 2019	Fait 2018	Non fait* 2019	Non fait* 2018	Transmis à un autre service 2019	Transmis à un autre service 2018	Total signalements 2019	Total signalements 2018
Conflits de voisinage	Bruits équipement	100	128	37	28	79	74	216	230
	Divers	12	8	14	5	20	18	46	31
Établissements	Odeurs	35	40	8	4	13	13	56	57
	Divers	20	23	10	5	10	5	40	33
Social	Insalubrité sur domaine privé	149	158	28	17	62	72	239	247
Total		316	357	97	59	184	182	597	598

**« Non fait » = signalement ne relevant pas de l'intervention du SCHS ni d'un autre service municipal ou métropolitain. Exemple : nuisances sonores générées par le trafic routier ou aérien ou, de manière générale, tout litige relevant du droit privé.*

3. Appui aux associations

Associations accompagnées et hébergées

172 associations répertoriées à la Communauté Municipale de Santé dont 44 subventionnées.

92 associations actives à la CMS

4 nouvelles associations.

Mise à disposition de locaux

Trois bureaux au rez-de-chaussée sont régulièrement occupés par 9 associations pour des permanences (accueil du public, information, soutien aux malades et à leurs familles) et des réunions associatives en comités restreints.

La fréquentation de ces accueils est évaluée à **466 participantes et participants**.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention entre le GÉrontopole et la Mairie de Toulouse, 30 entretiens d'évaluation de la fragilité de personnes âgées vivant dans le quartier 1.1 du centre ville, ont pu être réalisés par les infirmières du CHU, auprès de volontaires contactés préalablement par courrier postal (cf. faits marquants 2019).

La salle polyvalente du 1^{er} étage a été utilisée par **60 associations** pour des réunions, rencontres, conférences, assemblées générales, ateliers animés par les associations (sophrologie, art thérapie,...) et des services de la ville.

La fréquentation de ces accueils est évaluée aux environs de **5 700 participants et participants** dans le cadre des activités associatives.

Par ailleurs, à cette fréquentation associative, s'ajoute une utilisation d'une de deux salles par des services de la Mairie représentant **211 utilisations et 4 120 participants et participantes**. Cette forte augmentation par rapport à 2018 s'explique en raison de l'utilisation par le domaine seniors dans le cadre de sa politique de prévention de la fragilité et de la mise en place d'ateliers d'entretien pour le seniors (activités physiques adaptées, sophrologie, expression).

Subventions

(Tableaux détaillés en annexes page 60)

Les dynamiques associatives ont permis pour **44 associations*** de mettre en place **58 projets** s'inscrivant dans les axes thématiques du Contrat Local de Santé *(*dans la répartition thématique, certaines associations pouvant intervenir sur deux axes différents).*

[illegible]

Ainsi, pour l'année 2019, le montant total des subventions accordées aux associations dont les actions s'inscrivent dans la politique de santé publique menée par la Mairie de Toulouse s'élève à **291 300€**.

À l'enveloppe initiale de **234 800€** allouée aux associations pour des subventions aux projets Santé, s'est ajoutée une subvention de **56 500€**, dans le cadre de l'Appel à Projets Collectivités actives PNNS 2019 de l'ARS Occitanie, ce qui a permis de reverser cette somme à **15 associations, promotrices de 23 projets relatifs à la Nutrition**.

Expositions

(Tableau détaillé en annexes [page 61](#))

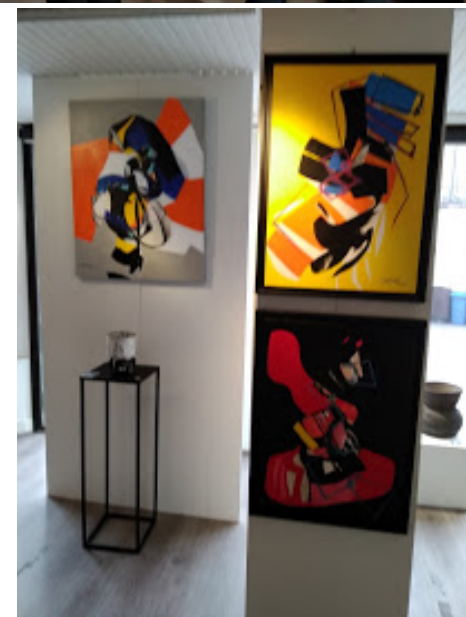
Tableau récapitulatif des expositions réalisées en 2019, présentant des informations sur le lieu, le thème, la date et les intervenants.



Les **18 expositions** réalisées en 2019 poursuivent l'**objectif de mêler Culture et Santé**, tout en poursuivant une thématisation mensuelle et une dimension collective en regroupant

plusieurs associations intervenant sur une problématique identique.

Ce « mariage » peut permettre de renforcer des liens et démarrer des collaborations entre ces structures associatives et/ou les directions de la Mairie et de Toulouse Métropole.

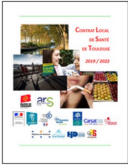


Reprographie

Le service permet aux associations de bénéficier d'une reprographie en couleurs de leurs documents de communication et administratifs, gratuite, à charge pour elles de fournir papier et matériels de reliure.

43 associations ont bénéficié de ce service pour divers travaux, représentant **251 505 copies**.

Les 6 associations ayant le plus profité de ces services de la reprographie (60 % du volume total associatif) sont ADAPEI (Association départementale de parents et d'amis des personnes handicapées mentales), APECO (Association des Parents d'Enfants Cancéreux d'Occitanie), AFD (Association Française des Diabétiques), France Alzheimer, CIDFF (Centre d'Informations sur le Droit des Femmes et des Familles), ASP (Association Soins Palliatifs) et Rando Plaisir.



1- Proposer des réponses territorialisées de Santé publique au travers du Contrat Local de Santé (CLS) de Toulouse

2- Impliquer le Conseil Local de Santé Mentale (CLSM) de Toulouse dans la construction du Projet Territorial de Santé Mentale (PTSM) de la Haute-Garonne



3- Positionner le Centre de vaccination municipal comme acteur incontournable de la structuration du réseau des professionnels de la vaccination

4- Équiper les établissements recevant du public (ERP) de catégories 1 à 3 en défibrillateurs automatisés externes (DAE)



5- Favoriser l'événementiel et les actions de communication autour des actions santé portées par le SCHS.

6- Proposer un SCHS intercommunal en fonction des orientations données par la récente loi Elan relatives à la lutte contre l'insalubrité, en étudiant la possible métropolisation des autres activités (prévention et vaccination)

ANNEXES

Annexe 1 Tableaux détaillés des subventions accordées aux associations

Tableau 1 : soutien des projets financés dans le cadre des axes thématiques du Contrat Local de Santé de préfiguration*




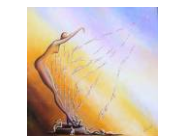


CLS – axes thématiques	Nombre associations	Nombre projets	Montant Subventions versées
Promotion de la santé (dont Nutrition-alimentation et activité physique)	16	24	99 200€ Dont part ARS 56 500€
Accompagnement de la souffrance psychosociale et de la réhabilitation psychosociale dans la ville et facilitation de la demande d'aide psychologique dans le domaine de la santé mentale	14	14	48 350€
Prévention des conduites à risques en termes de consommation de produits psychoactifs, d'addictions et santé sexuelle	7	9	105 850€
Accès aux soins et aux droits des plus démunis à travers le développement de partenariats, promotion de la médiation santé et prévention de la précarisation à la santé par la création de réseaux d'information et de vigilance	8	8	34 500€
Développement des parcours des personnes âgées et des personnes en situation de handicap	3	3	3 400€
Total	48	58	291 300€




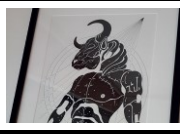




(*dans cette répartition thématique, certaines associations peuvent intervenir sur deux axes différents)





Actions territorialisées	Nombre Associations	Nombre projets	Montant Subventions versées	Dont part ARS (APPNNS)
Nord	10	11	53 900€	17 700€
Empalot	3	5	19 300€	7 400€
Grand Mirail	6	8	26 900€	8 800€
Est	3	3	8 800€	1 000€
Total	22	27	108 900€	34 900€

Tableau 2 : projets plus territorialisés soutenus en lien avec les ASV (Volet Santé du Contrat de Ville)

Annexe 2 - Expositions

dates	Actualité thématique	Associations et/ou institutions	Artistes	Titre de l'exposition	Types d'œuvres	
du 7 au 30 janvier	Solidarité	association Érasme – foyer Transition	Sophia El Mokhtar	Transitus	Œuvres produites dans le cadre d'une résidence d'artiste	
du 31 janvier au 15 février	Cancers des enfants	APECO	Florence Dary - Anne	Kurzberg - Muriel Senaux - Julie d'Aragon - Sébastien Langloÿs	L'art pour l'espoir	
du 18 au 27 février	Cancers des femmes	Ligue contre le Cancer – CAMI sport et cancer - Dragon Boat Ladies - Rubies	Artistes en « en herbe » de l'atelier d'art thérapie Pause Couleurs	Pause Couleurs	Peintures Collages Sculptures	
du 1 ^{er} au 16 mars	Endométriose	Association Célia Fertilité BAMP (Blog pour Assistance Médicale à la Procréation)	Laure Vieusse	Paillettes de vie, confettis d'amour	Peintures Sculptures	
du 18 au 29 mars	Santé mentale	CATTP des Arènes - Hôpital de jour Condeau du CH Marchant - Clinique Capio de Beaupuy - Établissement de Santé Mentale MGEN - Centre APRES - Associations BiPôles 31 – Microsilons - Bon Pied Bon OEil, Domino - Route Nouvelle	Patients et usagers de la psychiatrie	SISM : exposition collective d'œuvres	Peintures Collages Sculptures	
du 1 ^{er} au 26 avril	Autisme	Association Sésame Autisme Midi-Pyrénées CRA Midi-Pyrénées	Pablo Galonnier, jeune artiste autiste	Traces graphiques, paroles autistiques	Peintures Bandes dessinées	

dates	Actualité thématique	Associations et/ou institutions	Artistes	Titre de l'exposition	Types d'œuvres	
du 6 au 24 mai	Santé Environnement	Associations Reflets CPIE et Partageons les jardins !	Ahmat Zeidane Bichara	Jardiner au naturel	Panneaux informatifs Photographies	
du 27 mai au 07 juin	Santé Environnement : lutte contre les perturbateurs endocriniens	RES (Réseau Santé Environnement)	Frédéric-Georges Bezault-Guillermine - Chantal Blanpain - Michèle de Marliave	Sentez environnement !	Panneaux informatifs Photographies Sculptures	
du 11 au 21 juin	Art thérapie	AAddictions Accueil Thérapeutique (AAT) Solidarité familiale Le CATTP des Arènes du CH Marchant	Laurence Douger Sarah Truchetet	Potentiel d'expression créative	Photos	
du 24 juin au 5 juillet	Art thérapie	Trame d'art Experimental Body Centre APRES	Marie-Laure Pouzou Brigitte Suhr	Création artistique et lien social	Peintures Mosaïques	
du 8 au 19 juillet	Art thérapie	Association Les Amis de l'Oncopole	Jean Julian, Jean- Luc Negro et Casilda	Sillons de lumière pour la vie	Photos Sculptures Peintures	
du 3 au 14 septembre	Seniors	France Alzheimer 31 - Club retraite sportive – ASTIG - BEST	Myriam Maury-Mori -VRO – Victor Sitkevitch	Second souffle	Sculptures Peintures	
du 16 au 27 septembre	Seniors	Domaine Seniors	Photographies	Seniors et +	rétrospective photographique	
du 30 septembre au 13 octobre	Alimentation	MAIDIAN – Association Française des Diabétiques	Richard Beyne Jean - Paul Jacques	Voyages...	Peintures	

dates	Actualité thématique	Associations et/ou institutions	Artistes	Titre de l'exposition	Types d'œuvres	
du 14 octobre au 1 ^{er} novembre	Alimentation	Enfance Toute Culture l'École Dentaire Française de Toulouse	Collectif Bonne chère (Élisa Joffin/Maeva Barrière)	Dents de sucre Maison de Jardin	Installation Arts plastiques	
du 4 au 15 novembre	Mois sans tabac	Arpade - EPIDE Collectif Fêtons plus Risquons moins	Céline Cortinas	Pairs à pairs	Photos Peintures	
du 18 au 29 novembre	Mois sans tabac	Association Tabac Liberté	André et Daniel Delpuch	Artistes unis contre le tabac	Peintures	
du 2 au 27 décembre	Santé sexuelle	Act Up Sud Ouest / AIDES / ENIPSE	Andrea David Defebvre	VIH hier aujourd'hui et demain	Peintures Sculptures	

S C H S - s e s 2 a d r e s s e s



17, place de la Daurade
31000 Toulouse

Service Ressources

Accueil – Gestion du courrier – Gestion des factures
Suivi et sécurisation juridique des interventions
Événementiel
05 61 22 23 32 - 05 61 22 27 42

Service Santé Environnement

Hygiène urbaine (Habitat – Nuisances sonores – Hygiène alimentaire)
Hygiène du milieu (Qualité de l'air intérieur - Pollinarium sentinelle - Elimination des
DASRI - Environnement urbain favorable à la santé)
05 61 22 23 32 – 05 61 22 27 42

Service Médical

Centre de vaccination national et international- Conseils aux voyageurs
Intégration enfants malades – Écoles et loisirs - Veille sanitaire
05 61 22 23 44 – 05 61 22 27 62 47



2, rue Malbec
(angle place de la
Daurade)
31000 Toulouse

Service Promotion de la Santé

Plan municipal de santé - Ateliers Santé Ville - Appui aux associations œuvrant pour la
santé
Communauté Municipale de Santé
05 62 27 60 32 - 05 61 22 21 80

